

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Les bellicistes occidentaux provoquent-ils la troisième guerre mondiale?

par Karl-Jürgen Müller

La réaction de *Donald Trump jr.* a été claire et nette. Le 17 novembre, après que les premiers rapports des médias aient fait état d'un accord du Président américain *Joe Biden* (avant sa retraite fixée pour le 20 janvier 2025) donnant son aval au lancement de missiles américains ATACMS ciblés sur le territoire russe, à l'intérieur des frontières internationalement reconnues, le fils du Président élu a tweeté: «Le complexe militaro-industriel semble vouloir s'assurer qu'ils lancent la troisième guerre mondiale avant que mon père n'ait de chance de rétablir la paix et de sauver des vies».

Les avertissements de *Donald Trump jr.* ont été suivis par d'autres personnalités de renom de l'équipe *Trump* – et de hauts responsables du monde insistant sur leur profond souhait de mettre fin à la guerre d'Ukraine le plus rapidement possible. Ce n'est donc pas seulement du point de vue de la Russie que les derniers développements représentent une escalade décisive accomplie des Etats-Unis marquant leur entrée en guerre directe avec la Fédération de Russie, escalade qui va manifester au-delà de la participation à la guerre des Etats-Unis et d'autres pays de l'OTAN, doctrine occidentale pourtant maintenue jusqu'à présent. *Vladimir Poutine* l'a clairement fait savoir, par plusieurs prises de position depuis juin de cette année. La dernière date du 12 septembre dont le message central a été le suivant:

«Il ne s'agit donc pas de permettre au régime ukrainien d'attaquer ou non la Russie avec ces armes. Il s'agit de décider si les pays de l'OTAN seront directement impliqués dans le conflit militaire ou non. Si cette décision est prise, cela ne signifie rien d'autre qu'une implication directe des pays de l'OTAN, des Etats-Unis et des pays européens dans la guerre en Ukraine. C'est leur implication directe, et cela change évidemment considéra-

blement la nature du conflit. Cela signifie que les pays de l'OTAN, les Etats-Unis et les pays européens seront en guerre avec la Russie. Et si c'est le cas, nous prendrons les décisions qui s'imposent, compte tenu du changement de nature de ce conflit et sur la base des menaces qui pèsent sur nous.»¹

C'est à ce message clair et net dont le chef adjoint du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, *Dmitri Medvedev*, a fait référence dans sa déclaration du 19 novembre. Il l'a fait avec autant de clarté – mentionnant que dans le cas évoqué, il s'agirait donc de «riposter avec des armes de destruction massive [...]» et évoquant la «troisième guerre mondiale» – dans ces termes:

«La seule chose qui importe, c'est la déclaration faite par le chef de l'Etat russe, le 12 septembre. En conséquence, une nouvelle version des fondements de la politique de l'Etat dans le domaine de la dissuasion nucléaire [doctrine nucléaire] a été approuvée aujourd'hui [le 19 novembre]. L'utilisation de missiles de l'Alliance [OTAN] de cette manière serait classée comme attaque des nations de l'Alliance contre la Russie. Dans un tel scénario, la Russie se réserve le droit de riposter avec des armes de destruction massive contre Kiev et les installations cruciales de l'OTAN, n'importe où elles se trouvent. Ce serait alors la troisième guerre mondiale.»²

L'escalade occidentale est fortement risquée – dans quelle «logique»?

C'est précisément ce 19 novembre que les premiers missiles américains ATACMS ont été lancés depuis l'Ukraine vers le territoire russe. Cinq d'entre eux auraient été interceptés.³

L'utilisation des missiles ATACMS ne changera pas le cours de la guerre en Ukraine, mais augmentera son intensité. *Volodimir Zelenski* a de l'eau jusqu'au cou. Il mise entièrement sur l'escalade et fait donc jeu commun avec les cer-

cles va-t-en guerre occidentaux qui, après les élections américaines, se trouvent face aux réalités similaires de celles hantant *Zelenski*, de sorte qu'ils cherchent depuis un certain temps déjà, eux aussi, la confrontation militaire directe de l'OTAN avec la Russie. Soupçonnent-ils leur dernière chance venue? Qu'ils sachent enfin que leur politique de diabolisation du prétendu ennemi russe, leurs menaces et ultimatums bruyants ainsi que l'escalade préconisée en cours signifie l'impasse. Elle est arrivée à une situation extrêmement dangereuse, et ce pour l'ensemble de l'humanité. Si une guerre mondiale ouverte n'a pas eu lieu jusqu'à présent, nous devons l'attribuer avant tout aux réactions mesurées de la Russie. Le 21 novembre, le Président russe a répondu aux attaques occidentales dans un discours à la nation expliquant les réactions russes à la nouvelle escalade occidentale (voir encadré).

Le bellicisme OTAN/UE reste autant irréaliste et risqué que celui de Biden

Après le 6 novembre, jour de l'élection du nouveau Président américain, la faction européenne des bellicistes occidentaux avait accéléré sa marche. Ce en toute évidence pour créer des faits avant un éventuel retrait des Etats-Unis après l'entrée en fonction du Président nouvellement réélu, *Donald Trump*. Une telle politique n'est certes pas dans l'intérêt des Etats et des peuples européens, mais tout a fait dans celui des lobbies misant sur la nouvelle escalade de la guerre.

Il y avait cet aventurier jusqu'à-boutiste de la politique étrangère allemande *Michael Roth*, politicien du SPD, qui a prôné, dans un entretien au Spiegel du 6 novembre, que l'Europe UE déclarerait en public qu'elle assurait, dès à présent, tous les coûts d'une poursuite de la guerre en Ukraine se déclarant également prête à acheter, auprès des Etats-Unis, les armes nécessaires à l'Ukraine – pour aussitôt les transmettre à l'Ukraine. Et d'ajou-

ter que ce scénario fantaisiste serait la seule façon d'éviter une «paix dictatoriale» américano-russe contre l'Ukraine.⁴

Le Premier ministre britannique *Starmer* et le Président français *Macron*, ont redoublé ensemble leurs efforts pour réorienter le Président américain sur la voie de la guerre. Les deux leaders politiques européens protestent par leur paroles et par leurs actes de diriger les missiles britanniques et français de moyenne portée contre des cibles de grand impact sur le territoire de la Fédération de Russie. Eux aussi ne dissimulent guère leur volonté d'activer la guerre et de saboter donc tout accord entre *Trump* et le Président russe.⁵

On a ensuite affaire à d'autres dirigeants de l'UE s'accrochant obstinément à leur politique de confrontation. Tout le monde devrait prendre au sérieux ce que le Premier ministre hongrois *Viktor Orbán* a déclaré lors d'un entretien avec l'ancien chancelier allemand *Gerhard Schröder* en présence du rédacteur en chef de l'hebdomadaire suisse «Weltwoche», *Roger Köppel*, le 31 octobre 2024 à Vienne. En tant que Président tournant du Conseil de l'UE, *Orbán* avait tenté, en juillet 2024, d'initier des pourparlers de paix, s'étant aussitôt heurté à un épais mur d'opposition au sein de l'UE. Il déclare qu'il n'a «aucun espoir pour l'Europe». Et d'ajouter: «Je les ai vus de près et je ne veux pas dire de mal d'eux. Mais ils préconisent de gagner la guerre. Ils veulent vaincre la Russie. Le rôle principal est joué par la Présidente de la Commission européenne. C'est elle l'avant-garde. C'est elle la responsable de la situation. Elle défend que les Russes doivent être vaincus et que l'Ukraine doit tout obtenir pour que cela se produise. Tout ce qui concerne la paix serait une trahison, antidémocratique, non présentable et devrait donc être mis de côté. C'est ce ton qui domine actuellement l'Europe». Et

suite page 2

Déclaration du Président de la Fédération de Russie, V. Poutine, du 21 novembre 2024

Vladimir Poutine: Je voudrais informer le personnel des Forces armées de la Fédération de Russie, les citoyens de notre pays, nos amis dans le monde ainsi que ceux qui continuent à se faire des illusions sur la possibilité d'infliger une défaite stratégique à la Russie, des événements qui se déroulent aujourd'hui dans la zone de l'opération militaire spéciale, à savoir après l'utilisation d'armes à longue portée de fabrication occidentale sur notre territoire.

Poursuivant l'escalade du conflit provoqué par l'Occident en Ukraine, les Etats-Unis et leurs alliés ont décidé d'employer, sur notre territoire, des armes de longue portée de fabrication occidentale.

Poursuivant l'escalade du conflit provoqué par l'Occident en Ukraine, les Etats-Unis et leurs alliés de l'OTAN ont annoncé qu'ils autorisaient l'utilisation de leurs systèmes d'armes de précision à longue portée contre le territoire de la Fédération de Russie. Les experts savent bien – et la partie russe l'a souligné à plusieurs reprises – qu'il est impossible d'employer de telles armes sans l'implication directe des spécialistes militaires des pays qui les produisent.

Le 19 novembre, six missiles opérationnels-tactiques ATACMS de fabrication américaine et, le 21 novembre, au cours d'une attaque combinée de missiles, des systèmes *Storm Shadow* de fabrication britannique et *HIMARS* de fabrication américaine ont frappé des installations militaires sur le territoire de la Fédération de Russie dans les régions de *Briansk* et de *Koursk*.

A partir de ce moment, comme nous l'avons souligné à plusieurs reprises, le conflit régional en Ukraine provoqué par l'Occident a pris une dimension globale. Nos systèmes de défense aérienne ont repoussé ces attaques. Par conséquent, les objectifs fixés par l'ennemi n'ont pas été atteints.

L'incendie du dépôt de munitions de la région de *Briansk*, provoqué par la chute de débris de

missiles ATACMS, a été éteint sans avoir causé de victimes ni de dommages graves. Dans la région de *Koursk*, une attaque a été menée contre l'un des centres de commandement de notre groupe «Nord». Malheureusement suite à l'attaque et au combat anti-aérien, il y a eu des victimes, des morts et des blessés parmi le personnel des unités de sécurité au périmètre de l'installation et parmi le personnel de service. Le personnel de commandement et opérationnel du centre de contrôle n'a subi aucune perte et poursuit normalement la gestion des actions de nos troupes visant à détruire et à expulser les unités ennemies de la région de *Koursk*.

Une fois de plus, je voudrais souligner que l'utilisation de telles armes par l'ennemi n'est pas en mesure d'affecter le cours des opérations de combat dans la zone de l'opération militaire spéciale. Nos troupes progressent avec succès sur toute la ligne de contact. Toutes les tâches que nous nous sommes fixées seront accomplies.

En réponse à l'utilisation d'armes à longue portée américaines et britanniques, ce 21 novembre, les forces armées russes ont mené une frappe combinée sur l'une des installations du complexe industriel de défense ukrainien. Dans des conditions de combat, elles ont également testé l'un des plus récents systèmes de missiles russes à moyenne portée, en l'occurrence un missile balistique à configuration hypersonique non nucléaire. Nos ingénieurs en missiles l'ont baptisé «*Oreshnik*». Les essais ont réussi et l'objectif du lancement a été atteint. Sur le territoire de l'Ukraine, dans la ville de *Dniepropetrovsk*, l'un des plus grands complexes industriels a été frappé, connus depuis l'époque de l'Union soviétique produisant encore des équipements de missiles et d'autres armes.

Nous développons des missiles à portée intermédiaire et à courte portée en réponse aux projets des Etats-Unis de produire et de déployer des mis-

siles à portée intermédiaire et à courte portée, en Europe et dans la région Asie-Pacifique. Nous pensons que les Etats-Unis ont commis une erreur en se retirant, en 2019, unilatéralement du traité sur l'élimination des missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée, sous des prétextes fallacieux. Aujourd'hui, les Etats-Unis ne se contentent pas de produire de tels équipements mais, comme nous le constatons, ils ont réglé les questions liées au déploiement de leurs systèmes de missiles avancés dans différentes régions du monde, y compris en Europe, lors d'exercices d'entraînement de leurs troupes. En plus, au cours de ces exercices, elles s'entraînent également à leur emploi.

Je vous rappelle que la Russie s'est engagée volontairement et unilatéralement à ne pas déployer de missiles de moyenne et de courte portée tant que les armes américaines de ce type n'apparaissent dans aucune région du monde.

Je le répète: nous effectuons les essais sur terrain du système de missiles *Oreshnik* en réaction aux actions agressives des pays de l'OTAN contre la Russie. Quant à la poursuite du déploiement de missiles à moyenne et courte portée, nous en déciderons selon les actions des Etats-Unis et de leurs satellites. Les cibles des nouveaux tests de nos systèmes de missiles les plus récents seront déterminées en fonction des menaces pesant sur la sécurité de la Fédération de Russie. Nous estimons que nous avons le droit d'utiliser nos armes contre les sites militaires des pays qui autorisent l'utilisation de leurs armes contre nos sites à nous. En cas d'escalade des actes d'agression, nous réagirons avec la même détermination et en image miroir [de façon symétrique]. Je recommande aux élites dirigeantes des pays qui envisagent d'utiliser leurs contingents militaires contre la Russie d'y réfléchir sérieusement.

Si, en cas de besoin et à titre de contre-mesure, nous désignons des cibles pour les systèmes

tels qu'*Oreshnik* sur le territoire ukrainien, nous proposerons, à titre préventif, à la population civile et aux citoyens des pays amis qui s'y trouvent de quitter la zone dangereuse en question. Nous le ferons pour des raisons humanitaires – ouvertement et publiquement, sans craindre les contre-mesures de l'adversaire qui recevrait également ces informations.

Pourquoi sans crainte? Parce qu'il n'existe aujourd'hui aucun moyen de repousser de telles armes. Les missiles attaquent les cibles à une vitesse de Mach 10, soit 2,5 à 3 kilomètres par seconde. Les systèmes de défense aérienne actuellement disponibles dans le monde ainsi que les systèmes de défense antimissile que les Américains sont en train de développer pour l'Europe sont incapables d'intercepter de tels missiles. C'est impossible.

Je voudrais souligner une fois de plus que ce n'est pas la Russie mais les Etats-Unis qui ont détruit le système de sécurité internationale et qui, dans leur quête et leur maintien de leur hégémonie, poussent le monde entier vers un conflit global.

Nous avons toujours préféré, et nous sommes toujours prêts, à résoudre toutes les questions litigieuses par des moyens pacifiques. Mais nous sommes également préparés à toute autre évolution.

Si quelqu'un en doute encore, c'est en vain: il y aura toujours une réponse.»

Source: https://germany.mid.ru/delaktuelles/pressemitteilungen/erkl_rung_des_russischen_pr_sidenten_wladimir_putin/

(Traduction selon texte authentique en allemand
Horizons et débats)

Un poker des USA avec leur capacité de «première frappe»

«Pure folie!» affirment les experts

par Peter Küpfer

Des voix réfléchies, y compris aux Etats-Unis, soulignent que la course effrénée des USA aux armements est devenue, pour certains cercles influents, un jeu très menaçant avec la catastrophe mondiale. Malgré cela, les Etats-Unis continuent apparemment à tout mettre en œuvre pour pouvoir détruire la Russie et la Chine par une attaque nucléaire surprise. Récemment, les Etats-Unis ont franchi une nouvelle étape décisive dans ce domaine hautement sensible. On constate une nouvelle fois que l'ancienne puissance mondiale vacillante tente d'imposer coûte que coûte au reste du monde ses prétentions dominatrices inchangées. Il semble même que ce soit au prix de l'auto-destruction, du moins pour une partie de ses vassaux européens qui lui sont asservis.

En mars 2024, le Président américain sortant a donné le feu vert à la poursuite du programme d'augmentation massive du potentiel nucléaire américain. Selon des sources américaines, il existe depuis plus de 20 ans une recherche intensive visant à atteindre la capacité ultime de première frappe nucléaire américaine. Le début de ces efforts correspond au moment où les Etats-Unis se sont retirés de tous les accords de maintien de la paix, en particulier ceux conclus avec la Russie.

Fin août, le «New York Times» a publié à ce sujet des détails qu'il a obtenus bien que le dossier dont ils proviennent soit tenu sous clé.¹ Selon ce document, le programme d'armement américain visant à augmenter la puissance explosive, programme qui existe depuis des décennies, a récemment avancé au point de permettre actuellement aux Etats-Unis de «dissuader simultanément la Russie, la Chine et la Corée du Nord». Dans ce contexte, le terme «dissuader» banalise toutefois la situa-

tion de manière inadmissible, car en réalité, il dissimule l'objectif principal de chaque surenchère visant la capacité de première frappe nucléaire. Son objectif consiste à mener la première frappe de manière autant rapide et efficace que l'adversaire ne s'en aperçoit pas à temps, coup de surprise et à dimension destructive maximale qui rende impossible le déclenchement du système de défense adverse. Bien entendu, cette action sera ensuite (si jamais il y aura de suite...) présentée comme riposte opportune et d'urgence, justifiée par la prétendue multiplication de signes indiquant que l'adversaire aurait eu l'intention d'effectuer la première frappe. Il s'agit là d'un champ vaste et complexe de malentendus (intentionnels?) et autres outils semblables de la guerre hybride.

Jouer avec le feu

Voici en substance ce qu'écrit à ce sujet le Dr *Ted Postol*, professeur émérite de sécurité nationale au MIT, dans un rapport détaillé publié sur la plateforme américaine critique en matière d'armement Responsible Defense (Défense responsable):

Au cours des dernières années, des développements révolutionnaires en matière de technologie des armes ont permis l'amélioration qualitative de la puissance de feu nucléaire américaine pour les missiles intercontinentaux, à tel point que leur potentiel de destruction a été multiplié par trois. Autant leur impact en profondeur que leur précision ont été considérablement augmentés. Ce résultat a été obtenu grâce au développement d'une charge explosive très efficace et aux caractéristiques technologiques d'une nouvelle génération d'ogives. Grâce à l'augmentation de la puissance explosive, la capacité d'atteindre l'objectif, qui consiste à éliminer des silos souterrains à missiles ennemis,

a été améliorée de manière décisive par rapport aux générations d'armes précédentes. Associée à la supériorité technique existant depuis longtemps en matière de détection d'une attaque nucléaire ennemie, la situation aurait ainsi évolué de manière décisive en faveur des Etats-Unis. Alors qu'il faudrait aujourd'hui 30 minutes à la Fédération de Russie pour détecter une situation d'urgence et y réagir, il ne faudrait que la moitié de ce temps aux Etats-Unis, soit 15 minutes. Tout cela, concluent les apprentis sorciers du nucléaire américains dans le développement de la nouvelle génération d'armes nucléaires à longue portée, devra donc permettre aux Etats-Unis de neutraliser simultanément, d'un seul coup, tous les silos nucléaires terrestres russes, chinois et nord-coréens, comme l'écrit Postol en citant les documents officiels correspondants.²

Les avertissements viennent des spécialistes de l'armement

Le professeur Postol, qui s'intéresse de près aux effets des armes nucléaires, complète son rapport détaillé sur la nouvelle génération d'ogives nucléaires d'un sérieux avertissement (voir encadré p. 3): «Quel que soit le succès (sur le papier!) d'une attaque nucléaire préemptive [préventive] planifiée, la réalité d'une guerre nucléaire lancée avec la croyance délirante qu'elle pourrait être gagnée, entraînerait une destruction globale d'une telle ampleur que la fin de la civilisation humaine ne pourrait être exclue»³ [souligné *pk*].

Lors de la crise de Cuba en 1962, le monde s'était déjà retrouvé au seuil d'une utilisation d'armes nucléaires américaines et russes. Par la suite, il est apparu clairement qu'il n'est jamais possible d'exclure des malentendus ou des erreurs de système dans les dispositifs existants pour l'utilisation d'armes nucléaires

stratégiques. Déjà à l'époque, comme l'a reconnu publiquement par la suite l'ancien secrétaire américain à la Défense et conseiller présidentiel *McNamara*, le monde est passé «à un cheveu» de la catastrophe, selon ses propres termes. Pour *John F. Kennedy*, ce fut l'occasion de s'entendre avec *Nikita Khrouchtchev* sur un plan de désarmement sérieux, que ce dernier accepta. Cette première tentative sérieuse de désarmement a été réduite à néant par l'assassinat commandité du Président *John F. Kennedy* à Dallas.

Aujourd'hui, l'insouciance irresponsable domine

Dans ce contexte, la décision de l'OTAN d'installer des missiles correspondants en Allemagne a un effet oppressant. Et il est inconcevable d'observer si peu de protestations dans toute l'Europe, que ce soit au sein des gouvernements, de l'opposition ou des partis politiques. Concernant la Russie, dont les défenses sont visées en premier lieu, à côté de celles de la République populaire de Chine et de la Corée du Nord, *Vladimir Poutine* a au moins lancé un avertissement clair. L'Occident ferait bien de le prendre plus au sérieux qu'il ne l'a fait jusqu'à présent, comme l'a encore récemment démontré la déclaration révélatrice du secrétaire d'Etat *Anthony Blinken*. Interrogé par les médias sur la position de la Russie concernant la nouvelle décision de l'OTAN d'installer des missiles chargeables de munition nucléaire sur le territoire allemand, il avait répondu qu'il «ne s'intéresse pas à ce qu'ils en disent en Russie».

Est-ce qu'une telle déclaration publique par l'un des principaux responsables de la politique étrangère américaine n'est qu'une expres-

suite page 3

«Les bellicistes occidentaux ...»

suite de la page 1

Gerhard Schröder de riposter: «Depuis quand est-on mis au pilori pour poursuivre des initiatives de paix? C'est là où nous sommes arrivés»⁶

En effet, les femmes et hommes politiques européens ont donc majoritairement applaudi à la décision américaine. Tout semble aller dans la direction du Premier ministre britannique et celle du Président français.

Le troisième pays d'Europe occidentale à posséder des armes lourdes guidées à moyenne portée est l'Allemagne. Après le choix américain à haut risque, des hommes et femmes politiques au sommet des CDU/CSU, FDP et Alliance 90/Les Verts font pression pour que le Bundestag allemand décide également de libérer les missiles Taurus allemands destinés à lancer des attaques sur le territoire russe. Leurs trois groupes de députés réunis détiennent la majorité à la Diète allemande. La Ministre allemande des Affaires étrangères, *Annalena Baerbock* (les Verts) a expressément salué la décision américaine.

En revanche, le chancelier *Olaf Scholz* (SPD), entré en statut provisoire par la crise du gouvernement actuel, a réaffirmé son opposition aux livraisons de Taurus à l'Ukraine, affirmant qu'il ne pouvait et ne voulait pas en assumer la responsabilité.

Tandis que le Premier ministre slovaque *Robert Fico* s'est clairement positionné contre la décision américaine en affirmant: «Nous nous trouvons face à une escalade sans précédent des tensions, une décision qui anéantit l'espoir d'entamer des pourparlers de paix et de mettre fin aux tueries mutuelles en Ukraine». Et d'ajouter: «Il est surprenant de voir avec quelle rapidité certains pays de l'UE ont salué l'action militante des Etats-Unis. Cela ne fait que confirmer que l'UE n'est pas en mesure de formuler, de manière autonome, des positions fondamentales en matière de politique étrangère et que l'Occident veut poursuivre la guerre en Ukraine à tout prix».⁷

L'Europe ne doit pas laisser le champ libre aux fauteurs de guerre

Or, tout cela ne devra pas être le dernier mot issu d'Europe.

Le 19 novembre 2024, le Général *Michael Flynn*, Conseiller à la sécurité nationale de *Donald Trump*

au début de son premier mandat et contraint par une campagne de démissionner prématurément, a posté ceci:

«Au cours des dernières 24 heures, l'Ukraine a tiré des ATACMS sur le territoire russe – manifeste escalade de la guerre.

- Que faut-il faire?
- 1) Harris devra immédiatement appliquer le 25^e amendement et destituer Biden – il nous mène en somnambule vers la troisième guerre mondiale. Exerçons au moins de la pression constitutionnelle sur Harris, car la mauvaise mémoire de Joe le rend irresponsable (voir le rapport du procureur spécial Hur).
 - 2) La Chambre des représentants actuels doit inculper Biden pour exposer les Etats-Unis au danger. Diable – on a accusé Trump [de ce délit] à l'époque parce qu'il avait perdu l'élection de 2020.
 - 3) De nouveaux responsables américains doivent prendre contact avec *Poutine* pour enrayer l'escalade de la situation (voir ma conversation avec l'ancien ambassadeur russe *Kislyak* – dans des circonstances différentes, mais avec le même résultat – désescalade).
 - 4) L'administration Trump, et en particulier le futur procureur général *Matt Gaetz*, doivent se rendre compte de ceux qui tirent les ficelles de l'Etat profond au sein de la présidence et qui poussent Biden à agir de manière impitoyable.
 - 5) Prions pour que, d'ici le 20 janvier, nous réussissions – les électeurs se sont prononcés clairement. La voie de l'Amérique doit être le mandat de Trump consistant à mettre fin aux tueries et à demander la paix.

Je donnerai plus de détails dans la journée. C'est un appel urgent à arrêter la folie avant que la troisième guerre mondiale ne soit irréversible.»

Poutine a rappelé à l'occasion de la conférence du club de Valdaï de cette année – quelques jours seulement avant la nouvelle escalade américaine – une conversation qu'il avait eue avec l'ancien Chancelier allemand *Helmut Kohl* en 1993, trois ans après la réunification des deux Allemagnes. Elle fut d'une tout autre tonalité que celle prédominante aujourd'hui, faisant écho à des principes entièrement vitaux au cours des siècles précédents. L'Allemagne y a joué un rôle particulier, notamment en tant que pont entre l'Ouest et l'Est.

Voilà donc ce qu'a dit *Poutine*: «Je l'ai déjà dit, mais je me permets de rappeler une conversation avec l'ancien chancelier *Kohl* en 1993, lorsque j'ai assisté par hasard à son entretien avec le maire de Saint-Petersbourg de l'époque. Je n'avais pas oublié mon alle-

mand alors et j'ai fait office d'interprète. Il a congédié l'interprète officiel. «Reposez-vous un peu», a-t-il dit. Je suis resté avec eux pour assurer l'interprétation. En tant qu'homme qui, il y avait encore peu de temps, était officier des services de renseignements extérieurs soviétiques, j'ai été surpris par ses paroles. Honnêtement, j'ai écouté, j'ai traduit et j'ai été frappé, c'est le moins que l'on puisse dire, parce que ma tête était pleine de clichés de la guerre froide ayant été, peu de temps avant, un officier de renseignement du KGB. *De manière inattendue, Kohl a déclaré que l'avenir de l'Europe, si elle voulait rester un centre indépendant de la civilisation mondiale, ne pouvait être que commun avec la Russie, c'est pourquoi nous devons unir nos efforts.*»⁸ [mise en relief *km*.]

La confiance peut-elle renaître?

Pourtant, à l'occasion de la conférence précitée, le Président russe a en plus clairement indiqué qu'aujourd'hui, les gouvernements occidentaux devaient prendre les devants: «Le manque de confiance est le principal problème sur le continent eurasiatique et dans les relations entre la Russie et les pays européens. On peut critiquer la Russie autant que l'on veut, et nous faisons probablement aussi beaucoup d'erreurs, mais quand ils nous disent qu'ils ont signé les accords de Minsk sur l'Ukraine uniquement pour donner à l'Ukraine la possibilité de se réarmer et qu'ils n'avaient absolument pas l'intention de régler le conflit de manière pacifique, alors on peut se demander ce que signifie pour eux le terme confiance. [...] Il est pourtant nécessaire de relancer progressivement le système de confiance mutuelle. [...] Ce pourrait être le premier pas vers la création d'un système commun de sécurité eurasiatique. Sommes-nous capables d'y œuvrer ou non? M. Kohl, que j'ai mentionné au début, était d'avis que c'était non seulement nécessaire, mais absolument indispensable. Je partage son point de vue.»⁹

Nous en sommes encore très loin! La manière d'y remédier s'avère être de plus en plus une question de survie pour l'Europe et, sans doute, pour l'humanité tout entière. •

¹ cité d'après <https://anti-spiegel.ru/2024/wollen-london-und-paris-vor-trumps-antsantritt-mit-einem-krieg-vollendete-tatsachen-schaffen/> du 18/11/24

² cité d'après <https://de.rt.com/international/226476-weisses-haus-bestaetigt-erstmalig-freigabe/> du 19/11/24

³ <https://de.rt.com/russland/226504-eskalation-nach-biden-ankuendigung-ukraine/> du 19/11/24

⁴ <https://www.spiegel.de/politik/us-wahl-2024-spitzen-gesprach-mit-jens-spahn-und-michael-roth-ueber-donald-trumps-wahlsieg-das-wird-richtig-wehtun-a-6904383f-9421-4d1f-8d4b-315735c93f35> du 6/11/24

⁵ <https://www.telegraph.co.uk/politics/2024/11/11/starmer-macron-trump-nato-ukraine-john-healey/> du 11/11/24

⁶ Citations tirées de *Weltwoche* n° 45.24 du 7/11/24

⁷ cité d'après <https://de.rt.com/kurzclips/video/226552-beispiellose-eskalation-fico-zu-bidens/> du 19.11.2024

⁸ <http://en.kremlin.ru/events/president/news/75521> du 7/11/24 (traduction *Horizons et débats*)

⁹ *ibid.*

L'Ukraine lance des missiles OTAN sur des cibles russes, en territoire russe

Biden a tardivement donné son aval – risquant l'escalade «critique»

par Joe Lauria*



Joe Lauria
(photo capture écran)

L'Ukraine a lancé mardi, 19 novembre, six missiles américains ATACMS sur le territoire russe, deux jours seulement après que le Président américain sortant Joe Biden lui en ait donné l'autorisation, et ce malgré une mise en garde de la Russie

contre une éventuelle guerre avec les Etats-Unis et l'OTAN. [Le 21 novembre, cette attaque a été doublée par le lancement ukrainien de missiles Storm Shadows de fabrication britannique ainsi que de lance-roquettes HIMARS américains, voire déclaration de Poutine du 21 novembre reproduit dans cette édition, p. 1^{re}; réd.]

Selon les informations ukrainiennes, l'attaque menée avant l'aube n'était pas dirigée contre un dépôt de munitions à Koursk, ce que Biden avait autorisé, mais visait une cible militaire dans la ville voisine de Briansk, située dans une région du sud-ouest de la Russie, à 110 kilomètres de la frontière avec l'Ukraine.

Le Ministère russe de la Défense a déclaré avoir abattu cinq des six ATACMS. Selon le «New York Times», un représentant du Conseil national de sécurité et de défense ukrainien a déclaré que l'attaque avait touché des dépôts contenant «des munitions d'artillerie, y compris des munitions nord-coréennes destinées à alimenter leurs systèmes, des bombes aériennes téléguidées, des missiles antiaériens et des munitions pour systèmes de missiles multiples».

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï V. Lavrov a déclaré, lors d'une conférence de presse du 20 novembre: «Le fait que plusieurs missiles ATACMS aient été utilisés hier soir contre la région de Briansk montre qu'ils [en Occident] veulent l'escalade. Vous voyez, il est impossible de déployer ces missiles de haute technologie sans l'aide des Américains, et [le président russe Vladimir] Poutine lui-même l'a dit à plusieurs reprises».

Lundi, le porte-parole du Kremlin a réitéré l'avertissement de Poutine selon lequel l'OTAN, dans le cas où une de ses équipes

«Alors que le Pentagone a déjà empêché Biden, à deux reprises, de déclencher une guerre directe avec la Russie, il semble cette fois qu'il n'ait même pas informé le Ministère de la Défense et qu'il se soit même opposé à lui par sa démarche irresponsable à l'extrême. [...] Biden fait apparemment partie de ceux qui, au sein de l'OTAN, pensent toujours que Poutine joue au poker. Avec ces attaques ATACMS aujourd'hui, celui qui est encore Président pour huit semaines croit apparemment pouvoir démasquer ce bluff, alors qu'il joue lui-même au poker avec l'avenir de l'humanité.»

fait usage ce genre de missiles menaçant la Russie, entrerait en conflit direct avec la Russie, ce qui changerait le caractère du conflit. C'est désormais chose faite.

Le revirement de Biden

Biden prend ainsi justement le risque contre lequel il avait auparavant mis en garde, et ce de la manière on ne peut plus limpide: «La troisième guerre mondiale? Bon, les gars, ne mâchons pas les mots. Nous ne mènerons pas la troisième guerre mondiale en Ukraine », a-t-il déclaré face aux journalistes en mars 2022, après avoir écouté le Pentagone, remettant ensuite en minorité son Ministre des Affaires étrangères Antony Blinken qui avait préconisé la création d'une zone d'exclusion aérienne de l'OTAN.

Il y a deux mois à peine, en septembre, Biden a donné raison aux réalistes du Pentagone en s'opposant au lancement de missiles britanniques à longue portée du type Storm Shadow depuis l'Ukraine sur des cibles en territoire russe. Il craignait que cela ne conduise à une guerre directe entre l'OTAN et la Russie, avec des conséquences potentiellement inimaginables.

Or nous voici maintenant face au surprenant revirement de Biden, après que les électeurs américains aient chassé, à une majorité écrasante, son parti de la Maison Blanche, un Biden déshonoré, qui ne sera plus au pouvoir que quelques semaines encore. En dépit de tout, il semble être décidé à jouer à la roulette en misant les jetons de l'humanité tout entière sur la table, enjeu suprême – tout cela pour sauver son poker désinvolte sur l'Ukraine et rendre encore plus difficile les tentatives de Donald Trump pour mettre fin à la guerre.

Et lorsque la guerre attindra son incontournable défaite ukrainienne, Biden pourra alors

inculper Trump et tenter de dégager sa responsabilité dans la catastrophe qu'il aura provoquée.

Le Pentagone était-il au courant?

Alors que le Pentagone a déjà empêché Biden, à deux reprises, de déclencher une guerre directe avec la Russie, il semble cette fois qu'il n'ait même pas informé le Ministère de la Défense et qu'il se soit même opposé à lui par sa démarche irresponsable à l'extrême.

Lorsque lundi, des journalistes ont directement interrogé Biden pour savoir s'il avait consulté des militaires de haut rang avant de fournir à l'Ukraine des ATACMS américains, la porte-parole du Pentagone, Mme Sabrina Singh, a esquivé à plusieurs reprises cette question cruciale comme l'illustre ce dialogue rendu public. Sur la question, Sabrina Singh a répondu: «Je n'ai rien à ajouter à ce qui a été rapporté ce week-end.»

Et de dire face à l'insistance journaliste l'interrogeant si elle pouvait «confirmer que Biden avait fait savoir au Pentagone et au secrétaire à la Défense, Austin, que le feu vert était désormais donné?»:

«Je ne peux pas confirmer ces rapports et je ne peux pas non plus entrer dans les détails. Je peux seulement vous dire, en ce qui concerne votre deuxième question sur les ATACMS, que nous avons mis des ATACMS à la disposition de l'Ukraine dans le cadre de différents forfaits au travers PDA Notre soutien à l'Ukraine se poursuit au travers de différents PDAs [PDA, assistant numérique personnel, réd]. Mais je ne puis vous en dire plus davantage, pour le moment, sur les rapports du week-end auxquels vous faites référence».

Or, les missiles ATACMS précédemment fournis par le Pentagone étaient strictement destinés à un usage interne aux frontières ukrainiennes avant 2022, un lancement au-delà, sur le territoire de la Fédération de Russie, étant exclu. Peut-être Singh n'a-t-elle pu donner davantage de détails au-delà des reportages du week-end puisque le Pentagone n'aura peut-être appris cette décision lourde de conséquences qu'en consultant les médias, notamment les quotidiens, comme tout le monde.

Réticence russe jusqu'à l'entrée en fonction de Trump?

Moscou respectera-t-elle son avertissement de frapper des cibles de l'OTAN jusqu'au 20 janvier, date à laquelle Trump prendra ses fonctions et retirera peut-être à l'Ukraine son autorisation décisive? Cela pourrait dépendre du nombre de missiles ATACMS que l'Ukraine recevra et de l'intensité des attaques.

Biden fait apparemment partie de ceux qui, au sein de l'OTAN, pensent toujours que Poutine joue au poker. Avec ces attaques ATACMS aujourd'hui, celui qui est encore Président pour huit semaines croit apparemment pouvoir démasquer ce bluff, alors qu'il joue lui-même au poker avec l'avenir de l'humanité. En effet, mardi, jour des attaques ukrainiennes, Poutine a présenté la nouvelle doctrine de guerre nucléaire de la Russie y incorporant deux changements majeurs.

Le premier d'entre eux stipule que «toute agression contre la Fédération de Russie et/ou ses alliés par un Etat non doté d'armes nucléaires, réalisée avec la participation ou le soutien d'un Etat doté d'armes nucléaires sera considérée comme leur agression commune». Ce qui inclura donc clairement l'Ukraine.

Le deuxième changement crucial est le suivant: «La Fédération de Russie se réserve le droit d'utiliser des armes nucléaires en réponse à l'utilisation d'armes nucléaires et/ou d'autres armes de destruction massive pour l'attaquer elle-même et/ou ses alliés, si une telle agression constituait une menace critique pour sa souveraineté et/ou son intégrité territoriale».

L'expression «menace critique» remplace l'expression employée jusqu'à présent «si l'existence même de l'Etat est menacée». Comparée à la version précédente, cette for-

suite page 4

* Joe Lauria est rédacteur en chef de Consortium News et ancien correspondant de l'ONU pour le Wall Street Journal, le Boston Globe et d'autres journaux, dont la Montreal Gazette, le London Daily Mail et The Star of Johannesburg. Il a été reporter d'investigation pour le Sunday Times de Londres, journaliste financier pour Bloomberg News et a commencé son activité professionnelle à l'âge de 19 ans en tant que pigiste pour le «New York Times». Il est l'auteur de deux livres, «A Political Odyssey», avec Sen. Mike Gravel, préface de Daniel Ellsberg; et «How I Lost By Hillary Clinton», préface de Julian Assange

«Un poker des USA ...»

suite de la page 2

sion d'insouciance et d'irresponsabilité, ou plutôt de la mégalomanie américaine? Si les hommes politiques (ainsi que leurs homologues du sexe féminin) sont vraiment convaincus que, premièrement, l'Amérique doit rester la superpuissance mondiale, que, deuxièmement, le reste du monde doit se soumettre à ses intérêts et que, troisièmement, les Etats-Unis ont le droit d'imposer leur prétention à dominer tous les autres pays du monde, et ce par tous les moyens possibles, même par des armes nucléaires, alors tous ceux qui pensent encore raisonnablement, notamment en Europe (avec ses stocks d'armes imposés par l'OTAN), devraient enfin tirer la sonnette d'alarme. Mieux vaut aujourd'hui que demain. Car tout homme qui réfléchit doit bien admettre que la notion d'une première frappe nucléaire réussie, et ses conséquences sur la terre entière (y compris sur les déclencheurs!) relève d'un délire, du délire de la toute-puissance. •

¹ «Biden approved secret nuclear strategy»; ds: The New York Times du 20/08/24

² Ted Postol fournit à ce sujet une présentation complète sur la plateforme américaine «Responsible Statecraft», ds: <https://responsiblestatecraft.org/biden-nuclear-strategy>, en date du 28 août 2024

³ ib.

Au bord de l'abîme

par Scott Ritter



(photo Christian Müller)

Il est grand temps que toutes personnes, toutes les couches de la société comprennent la voie sur laquelle nous nous trouvons actuellement. Si nous restons passifs, les événements nous conduiront en enfer, sur une autoroute qui ne mène qu'à une seule destination – l'Armageddon nucléaire qui, comme tout le monde le sait, ne connaît pas de vainqueur. En dépit de cela, en ce moment même, les Etats-Unis se préparent à «gagner».

Un échange de coups nucléaires avec la Russie, même si les Etats-Unis pouvaient lancer une attaque nucléaire préventive surprise (la frappe «préemptive»), entraînerait la destruction de dizaines de villes américaines et la mort de plus de cent millions d'Américains.

Ce serait le cas – si nous «gagnons».

Nous savons que nous ne pouvons pas «gagner» une guerre nucléaire.

Et pourtant, nous nous préparons activement à une telle éventualité.

Il est notre tâche d'arrêter cette folie. Maintenant.

Les Etats-Unis viennent d'avoir fait leur choix lors de l'élection dans laquelle le Président élu Donald Trump s'est présenté avec un programme visant à mettre fin à la guerre en Ukraine et à éviter une guerre nucléaire avec la Russie.

Et pourtant, l'administration du président Joe Biden a pris une direction politique visant à étendre le conflit en Ukraine et à amener les Etats-Unis au bord d'une guerre nucléaire avec la Russie.

Il s'agit d'un affront direct à l'idée fondamentale de la démocratie américaine. En ignorant la volonté déclarée du peuple américain, qui s'est manifestée dans les urnes lors d'une élection où le thème de la guerre et de la paix était au cœur de la campagne électorale, la démocratie est foulée aux pieds.

Nous, le peuple des Etats-Unis, ne devons pas permettre que cette folle avancée vers la guerre se poursuive. Nous devons faire savoir à l'administration Biden que nous sommes opposés à toute extension du conflit en Ukraine qui implique-

rait la possibilité d'une escalade menant à une guerre nucléaire avec la Russie.

Et nous devons demander instamment à la nouvelle administration Trump de s'opposer clairement à cette course folle vers la destruction nucléaire et de déclarer publiquement sa position sur la guerre en Ukraine et sur la guerre nucléaire avec la Russie – que la guerre doit prendre fin maintenant et qu'il ne doit pas y avoir de guerre nucléaire avec la Russie déclenchée par la guerre en Ukraine.

Nous devons dire «non» à une guerre nucléaire.

Je m'engage avec d'autres personnes partageant les mêmes idées pour organiser un rassemblement le week-end du 7 et 8 décembre à Washington D.C. pour dire non à la guerre nucléaire.

J'appelle tous les Américains, de tous horizons, de toutes convictions politiques et de toutes classes sociales, à se joindre à cette cause et à faire entendre leur voix.

Nos vies à nous tous en dépendent.

Source: Extrait d'un article de Scott Ritter sur <https://scottritter.substack.com/plon-the-brink> du 24 novembre 2024

(Traduction Horizons et débats)

Les élections en Géorgie et en Moldavie: un contexte défavorable pour l'Occident global

par Rafael Poch-de-Feliu*



Rafael Poch-de-Feliu (photo mad)

Les élites occidentales ne veulent pas comprendre que leur objectif de domination sur les pays limitrophes de la Russie n'a plus d'avenir.

La tendance à s'orienter exclusivement vers l'Ouest est révolue dans les pays qui entourent la Russie. En Asie centrale, c'est

déjà un fait établi, en Transcaucasie et en Moldavie, il existe différentes formes et variantes, et si aucune guerre majeure n'intervient, il en sera finalement de même dans les pays baltes, et qui sait, même en Pologne. Il ne s'agit pas ici de la prise de conscience croissante que la Russie ne perdra pas la guerre en Ukraine et qu'elle ne subira pas non plus la «défaite stratégique» prédite. Il s'agit encore moins de faire de Moscou le nouveau centre de gravité de ces pays, comme cela pourrait être le cas pour le Belarus. Le risque d'une nouvelle domination russe exclusive «de type soviétique» est l'un des mythes de la propagande occidentale. La simple réalité est que la Russie elle-même ne peut ni ne veut y revenir. Au contraire, depuis des décennies, elle est ouverte à un condominium avec d'autres puissances, dans lequel seraient définis certains équilibres et le respect de la souveraineté et de l'intégrité de ces pays.

* Rafael Poch-de-Feliu (*1956 à Barcelone), premier correspondant à l'étranger du grand quotidien espagnol édité à Barcelone, «La Vanguardia», d'abord à Moscou de 1988 à 2002, ensuite à Pékin de 2002 à 2008, puis à Berlin et Paris. Il est l'auteur de plusieurs livres sur l'évolution politique en Russie, en Chine et en Allemagne. Actuellement, il écrit régulièrement pour le journal en ligne *ctxt* sous la rubrique «Imperios combatientes» et gère le blog *rafael.poch.com*. En avril 2023, il a publié son dernier livre, «Ucrania, la guerra que lo cambia todo» (L'Ukraine, la guerre qui change tout).

«L'Ukraine lance ...»

suite de la page 3

mule fait considérablement abaisser l'obstacle devant le recours aux armes nucléaires.

Tout cela a été balayé par la Maison Blanche, dans une déclaration du Conseil national de sécurité des États-Unis prétendant qu'il n'y avait «aucun changement dans la position nucléaire de la Russie». Dans un article alarmant, évoquant un monde de somnambules titubant aveuglement vers son anéantissement nucléaire, *David Sanger* du *New York Times* vient d'écrire:

«Il est significatif que Washington n'ait réagi, mardi dernier, que par un bref bâillement. Les fonctionnaires ont rejeté la doctrine aménagée en tant que «menace nucléaire». Au lieu de cela, on a préféré consacrer son temps à spéculer sur le nom de celui qui s'imposerait comme Ministre des Finances ou bien si *Matt Gaetz*, ancien membre du Congrès (contre lequel pèsent de graves accusations concernant des délits sur le plan sexuel, de consommation de drogues et autres, bien qu'il n'ait pas encore été inculpé officiellement), pourrait survivre à la procédure de confirmation au poste de – procureur général.»

La guerre en Ukraine a transformé le monde sur beaucoup de choses: Elle a fait des centaines de milliers de morts, terrorisé des millions de personnes, ébranlé l'Europe et aggravé l'hostilité entre la Russie et les États-Unis. Mais elle a également habitué Washington et le monde entier à l'emploi renouvelé de l'arme nucléaire comme ultime moyen de négociation. L'idée qu'un des neuf pays disposant aujourd'hui de l'arme nucléaire – l'Iran est sur le point de devenir le dixième – puisse appuyer sur le bouton ne semble provoquer plus qu'un haussement d'épaules, plutôt que d'envisager sérieusement la convocation urgente du Conseil de sécurité des Nations unies.

Source: <https://consortiumnews.com/2024/11/19/ukraine-fires-us-missiles-at-russia-risking-wider-war/> du 19.11.2024

(Traduction *Horizons et débats*)

Une Ukraine neutre serait une passerelle entre l'Europe et la Russie

Un grand nombre de gens désinformés contesteront ici ce qui s'est passé en Ukraine, oubliant que l'invasion militaire était la réponse de Moscou à l'objectif clair de l'Occident d'imposer une domination exclusivement occidentale en Ukraine, dans le but d'assurer une menace militaire stratégique directe au régime russe. Moscou n'a jamais eu l'intention d'y répondre avec la même prétention à l'exclusivité. Les dirigeants russes étaient satisfaits que l'Ukraine soit neutre, un pays pont entre l'Europe et la Russie, tandis que l'Occident insistait sur le fait que le gouvernement de Kiev, contrairement à l'opinion claire et majoritaire de sa population, était placé devant le choix «soit avec nous, soit avec eux». Ce choix était l'objectif des accords commerciaux présentés à Kiev par l'UE de *Merkel* et *Barroso* en 2013, ainsi que de l'invitation à rejoindre l'OTAN en 2008. Cela allait à l'encontre des principes fondamentaux de neutralité et de non-alignement inscrits dans la déclaration d'indépendance et la constitution du pays. Les résultats de tous les sondages d'opinion indiquaient également un net clivage géographique sur ces

«Après un quart de siècle d'incantations inabouties sur un «avenir européen radieux» aux résultats très négatifs, dans des pays comme la Géorgie et la Moldavie, et certainement pas seulement dans ces pays, il ne s'agit pas de «soit avec nous, soit avec eux», ni de «pro-européen contre pro-russe», de «démocratie contre autocratie» et ainsi de suite, mais de l'accès de ces pays à un terrain de jeu plus ouvert et plus libre. Face à cette situation, l'UE se comporte dans sa périphérie soumise comme un hégémon impérial à courte vue.»

questions et laissaient clairement entrevoir le risque d'une guerre civile. Tout le monde le sait déjà, et l'Occident répète désormais en des termes très similaires pour des pays comme la Géorgie et la Moldavie. Mais cela ne fonctionnera pas. Non pas tant parce que la Russie ne perdra pas la guerre en Ukraine, bien que cela joue un rôle, mais pour une raison plus profonde, plus générale et plus fondamentale: parce que la corrélation des forces dans la région, et dans le monde, est en train de changer.

Le sommet des BRICS marque le début de la fin de la domination américaine

Le sommet des BRICS qui s'est tenu du 22 au 24 octobre à Kazan (Russie) a marqué le début de la fin du système international dominé par les États-Unis depuis 1944 (Bretton Woods) et utilisé depuis lors de manière agressive contre la majorité mondiale. Ce que démontre Kazan, c'est qu'un grand nombre de pays sont prêts à tester d'autres options, quelque chose qui n'a pas pu être accompli dans le passé, par exemple lors de la conférence de Bandung en 1955, mais qui est faisable aujourd'hui parce que les nains de l'époque ont grandi et que certains sont même devenus des géants. Le poids spécifique de la puissance chinoise, combiné à l'expérience stratégique héritée de l'URSS par la Russie et à la demande d'autonomie d'une multitude d'acteurs, grands et petits, permet aux BRICS d'être autosuffisants vis-à-vis de l'Occident, de commercer et de se financer mutuellement et même de se protéger militairement. Le monde se réorganise et l'Occident en est absent. En outre, Bruxelles, Berlin et Paris ne semblent pas comprendre la situation. Dans le monde d'aujourd'hui, il y a une pluralité d'acteurs (Iran, Chine, Russie, Turquie, ...) auxquels les puissances occidentales vont s'ajouter. Les petits pays de la périphérie européenne comprennent qu'ils doivent se rapprocher de cette pluralité, qui leur donne d'ailleurs plus de marges de manœuvre et d'opportunités d'agir plus librement que ce qu'offre la vassalité à une domination exclusive. Après un quart de siècle d'incantations inabouties sur un «avenir européen radieux» aux résultats très négatifs, dans des pays comme la Géorgie et la Moldavie, et certai-

nement pas seulement dans ces pays, il ne s'agit pas de «soit avec nous, soit avec eux», ni de «pro-européen contre pro-russe», de «démocratie contre autocratie» et ainsi de suite, mais de l'accès de ces pays à un terrain de jeu plus ouvert et plus libre. Face à cette situation, l'UE se comporte dans sa périphérie soumise comme un hégémon impérial à courte vue.

Le référendum sur l'adhésion de la Moldavie à l'UE demeure un échec, malgré les incitations de l'UE

Afin de canaliser le vote vers la candidate soutenue par Bruxelles, *Maia Sandu*, les élections présidentielles de Moldavie comprenaient un référendum sur l'adhésion du pays à l'UE. Avec un taux d'abstention de 50 %, 50,4 % des électeurs se sont prononcés en faveur de l'adhésion. Mais pour qu'une telle intégration ait lieu, la constitution doit être modifiée à la majorité des deux tiers, ce que n'a pas obtenu *Maia Sandu*. En d'autres termes, le référendum a échoué, alors qu'il était assorti d'une aide européenne de 2 milliards d'euros (800 euros par habitant, alors que le salaire minimum des Moldaves est inférieur à 300 dollars), annoncée sur place

pour conforter la victoire de *Sandu* par la présidente de la Commission européenne, *Ursula von der Leyen*. Cette ingérence manifeste n'a pas empêché *Sandu* de perdre l'élection à l'intérieur du pays et de ne l'emporter qu'au second tour, le 3 novembre, grâce aux voix de la diaspora moldave dans l'UE, un épisode plus que controversé que nos médias ont à peine évoqué.

Des empêchements pour les Moldaves vivant en Russie

40 pour cent de la population moldave en âge de travailler vit à l'étranger. La majorité de ces émigrés, environ un demi-million, travaille en Russie. Jusqu'au 6 septembre, ces émigrés pouvaient s'inscrire pour participer aux élections.

Comme l'explique l'ambassadeur hongrois, la majorité des personnes inscrites sur ces listes venaient de Russie (38 %), suivies par celles vivant en Italie (11,5 %), puis en Allemagne (9 %), aux États-Unis (6,6 %) et en Roumanie (5 %). Malgré cela, seuls deux bureaux de vote ont été ouverts en Russie (uniquement à Moscou, contre 17 dans différentes villes russes lors des élections de 2020), tandis qu'il y avait 60 bureaux de vote en Italie, 26 en Allemagne, 20 en France, 17 au Royaume-Uni, 16 en Roumanie, 16 aux États-Unis, 11 en Espagne, 10 en Irlande et 6 au Portugal. Lors de sa campagne, «*Sandu* avait bloqué les chaînes de télévision pro-russes et interdit à un certain nombre de politiciens de voter, affirmant qu'ils avaient violé la loi électorale ou reçu illégalement des fonds de l'étranger», a rapporté le *Wall Street Journal*.

L'élection a été suivie par la délégation de l'OSCE en Moldavie, dont neuf des dix directeurs au cours des trente dernières années ont été américains et qui est déjà un appareil de l'OTAN. Des observateurs russes ou de la CEI (Communauté des États Indépendants) en faisaient défaut. Le gratin du gouvernement moldave est roumain: la Présidente *Maia Sandu*, le Président du parlement, le Premier ministre, le Ministre des affaires étrangères, la grande majorité des ministres du gouvernement et des parlementaires du parti au pouvoir, la plupart des chefs de département, les membres de la Cour constitutionnelle et le chef des services secrets. En dépit du fait que

le pays soit multinational et multilingue où 53 % déclarent que leur langue est le «moldave», 23 % le «roumain» (la différence entre l'un et l'autre est minime, mais la qualification contient une nuance identitaire), et où le tiers restant, Russes, Ukrainiens, Bulgares et Gagaouzes, considèrent le «moldave» comme la langue officielle de l'État, le gouvernement a déclaré le «roumain» et non le «moldave» comme la langue officielle. Malgré toutes ces irrégularités, qui illustrent les méthodes de l'UE dans sa périphérie inféodée, l'ingérence électorale dénoncée par l'UE «était russe».

En Géorgie, l'épreuve de force

En Géorgie, les élections ont été présentées comme une compétition entre un parti gouvernemental «pro-russe» (*Rêve géorgien*) qui veut restreindre les libertés en contrôlant les ONG, et une opposition démocratique «pro-européenne». Le *Rêve géorgien* n'est pas «pro-russe», mais pragmatiquement orienté vers la corrélation des forces susmentionnée. Cela signifie qu'il ne soutient pas les sanctions contre la Russie et ne participe pas au climat d'hostilité fréquent dans les républiques baltes ou en Pologne, à l'égard de Moscou, préférant stabiliser ses relations avec la Russie, avec laquelle la Géorgie n'entretient même plus de relations diplomatiques depuis 2008. Le pays compte 25 000 ONG, subventionnées à 90 % par des fonds provenant de l'étranger. L'accès de ces organisations à des fonds européens et américains a colonisé des pans entiers du secteur public et des services du pays, tels que l'éducation, la santé, la réforme judiciaire et les infrastructures. Il s'agit d'organismes non-élus aux mains des Occidentaux qui érodent la souveraineté et la démocratie, et achètent des secteurs entiers de la population qui dépendent d'eux par le biais de projets et de subventions. C'est pour cette raison, et du fait de son hostilité manifeste à l'égard du parti au pouvoir, que le *Rêve géorgien* a imposé aux organisations recevant plus de 20 % d'aide étrangère de s'enregistrer, comme c'est le cas aux États-Unis, ce qui est présenté comme une «loi russe» et «l'influence de *Poutine*». La simple réalité est que la principale ingérence est occidentale et qu'elle n'admet pas la défaite de l'opposition aux élections législatives du 26 octobre.

La Présidente géorgienne est Française

Alors qu'en Moldavie, les hauts fonctionnaires et la Présidente *Sandu* sont de nationalité roumaine, en Géorgie, la Présidente, *Salomé Zourabichvili*, est française. Diplomate française chargée des affaires post-soviétiques au Quai d'Orsay, ambassadrice de France en Géorgie en 2003 et 2004, elle a été Ministre des affaires étrangères du funeste Président géorgien *Mikheil Saakashvili*, protagoniste de l'attaque militaire d'août 2008 contre les forces russes en Ossétie du Sud, que nos médias qualifient souvent d'«attaque russe contre la Géorgie». En tout état de cause, cette figure de la colonisation européenne en Géorgie ne reconnaît pas le résultat des élections du 26 octobre et soutient les appels de l'UE et des États-Unis à la révolte de la rue.

Comme l'a déclaré l'ambassadeur *Varga*, l'UE et les États-Unis ne veulent pas accepter que la réalité géorgienne serve de base à la politique étrangère du pays. Cette réalité repose sur son existence en tant qu'État successeur de l'Union soviétique, sur une frontière commune avec la Russie, sur des intérêts économiques, sur des dizaines et des centaines de milliers de liens de parenté et d'amitié et sur les chevauchements culturels et linguistiques logiques et conséquents avec le pays voisin. L'Occident ne comprend pas que les temps ont changé et que son objectif de dominer exclusivement l'environnement russe, voire de le mobiliser en vue d'un conflit direct avec la Russie, n'est plus possible car il est en contradiction avec les nouvelles réalités créées dans le monde, qui dépassent de loin la logique du «soit avec nous, soit avec eux».

Source: <https://ctxt.es/es/20241101/Firmas/47843/Rafael-Poch-Georgia-Moldavia-Rusia-elecciones-Occidente.htm> du 1.11.2024

(Traduction *Horizons et débats*)

Un vent frais en poupe – la résistance contre l'accord-muselière s'accroît

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

Il règne une effervescence fébrile au sein de l'administration fédérale. Des armées de fonctionnaires et de diplomates «négocient» avec zèle depuis des mois avec la Commission européenne sur les «points ouverts» du paquet contreversé de négociations. Le 6 novembre, le Conseil fédéral a procédé à un état des lieux interne. Il a toutefois omis de s'adresser ensuite aux médias et d'informer la population. Les raisons du mutisme bernois ne sont pas difficiles à deviner.

Il est par contre encourageant d'observer que la résistance face à l'alignement de la Suisse derrière l'UE s'accroît. A l'instar de l'*Initiative sur la neutralité*, qui s'oppose à l'intégration de fait de notre pays dans l'OTAN, c'est au tour de l'*Alliance Boussole Europe*, une association d'entrepreneurs suisses comptant environ 2500 membres, de lancer son initiative populaire «*Initiative Boussole*» contre l'intégration institutionnelle de la Suisse dans l'UE. Un sondage de l'institut de recherche sur l'opinion publique *gfs* à Berne arrive à une conclusion similaire. Selon ce sondage, les électeurs suisses interrogés souhaitent certes en majorité entretenir de bonnes relations avec les pays de l'UE (ce que personne ne remet en question), mais ils ne veulent pas sacrifier le modèle étatique suisse au profit du «molech bureaucratique qu'est l'UE». Ce sondage sera examiné à la loupe ultérieurement.¹

«Etat des lieux» du Conseil fédéral – sans point de vue

Le communiqué de presse du Conseil fédéral du 6 novembre se compose de peu de contenu et brasse beaucoup d'air pour rien.² Les négociations seraient «bien avancées» pour la plupart des dossiers, d'autres feraient l'objet de «négociations intenses afin de parvenir à des positions concordantes». Et ainsi de suite. En réalité, depuis la publication du «Common Understanding» en décembre 2023, il est évident qu'il n'y a plus rien à négocier. Le résultat des négociations se trouve dans ce document, voilà ce qu'a affirmé la Commission européenne sans équivoque, dès le début. Le projet préfabriqué à Bruxelles a été le résultat «des négociations» déjà, tout au goût de la bureaucratie centraliste bruxelloise: en fait, là déjà, il s'agissait d'un document rédigé par ses fonctionnaires, en anglais et dans le style approprié aux documents bruxellois, c'est-à-dire difficile à comprendre pour les gens ordinaires. Son contenu a été présenté lors de son apparition (en anglais seulement!), juste avant les vacances d'été, dans *Horizons et débats*.³

Or, en reprenant la paperasse avec Bruxelles en mars 2024, le Conseil fédéral s'est engagé dans une impasse, contre toute raison et contrairement aux intérêts du pays et de sa population. Comme il fallait s'y attendre, l'UE ne fait aucune concession, pas même dans des domaines absolument essentiels comme la protection des salaires selon les standards suisses ou une gestion, ne serait-elle que modérée, de l'immigration allant débordante. C'est pourquoi, selon le communiqué de presse, le Conseil fédéral continue d'impliquer davantage la Conférence des gouvernements cantonaux, les partenaires sociaux et les associations d'entreprises afin de faire passer une «transposition interne» des directives de Bruxelles dans la législation suisse. Ses interlocuteurs n'oublieront toutefois pas qu'au final, ce sera le peuple suisse qui décidera.

Les nombreux chantiers à part (14 équipes de négociation thématiques sont impliquées) ne doivent pas nous détourner de l'essentiel. Les éléphants dans la pièce restent (1) la reprise de facto obligatoire du droit de l'UE et (2) l'autorité suprême de la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes (CJCE) en cas de divergences ainsi que (3) l'interdiction de toute subvention étatique, même dans le domaine social, vital pour la Suisse – trois no-go donc dans une Suisse fondamentalement fédéraliste, façonnée par la démocratie directe.

Même la rédaction du dossier suisse de la «*Neue Zürcher Zeitung*» se demande, en dépit de sa ligne jadis imperturbablement pro-UE, par rapport au communiqué du Conseil fédéral



précité: «A quoi bon tout cela?» Après tous les avertissements des «élites» suisses pro-UE, sagement recueillis dans les colonnes de la *NZZ*, selon lesquels notre économie ne survivrait pas sans accord-cadre, son rédacteur *Fabian Schäfer* admet enfin: «En dehors des hautes écoles et de quelques branches exportatrices qui souffrent des tentatives de pression politique de l'UE, on ne ressent guère de problèmes aigus aujourd'hui»⁴. Bien au contraire! Comparée aux entreprises des pays de l'UE qui luttent pour leur survie, l'économie suisse est bien plus résistante (voir encadré 2): C'est un secret de Polichinelle qu'en matière d'une économie stable et propice, c'est l'autonomie et la capacité d'innovation qui apportent son éclosion.

Entrepreneurs suisses: souveraineté et démocratie directe avant tout

Après qu'*Economiesuisse*, l'alliance corporative représentant les groupes industriels suisses plutôt d'envergure, a longtemps prétendu parler au nom de la totalité des «entrepreneurs» suisses, deux autres associations d'entrepreneurs, *Autonomiesuisse* et *Boussole Europe*, se font entendre depuis quelques années avec des milliers de membres. Ils se montrent réfractaires aux cercles préconisant de sacrifier la souveraineté et la démocratie directe suisses pour (peut-être) se trouver un peu plus à l'abri des coups d'épingle (et parfois de marteau) en provenance bruxelloise.

Le 1^{er} octobre 2024, *Boussole Europe* a lancé son initiative populaire dénommée, dans sa version courte, «Initiative Boussole». Elle vise à empêcher tout accord institutionnel dicté par l'extérieur, notamment l'UE (voir encadré ci-dessous: Initiative populaire fédérale «Pour la démocratie directe et la compétitivité de notre pays – Contre une Suisse membre passif de l'UE»). Le fait que de nombreux entrepreneurs suisses prospères attachent plus d'importance à l'autonomie de la Suisse qu'à une intégration plus étroite dans l'espace économique de l'UE provoque

considérablement d'inquiétude au sein de la Berne fédérale et dans les médias mainstream – tant mieux!

Le raisonnement bien fondé de «Boussole Europe» contre l'accord institutionnel

Il est vivement recommandé de lire l'ensemble du raisonnement des initiateurs afin de mieux saisir le contenu et surtout la teneur profonde de l'initiative dans son ensemble et de ses différentes parties. Les auteurs font preuve d'un haut niveau de culture civique et politique, qui ne va malheureusement plus de soi aujourd'hui, et d'un esprit suisse profondément enraciné. Une leçon d'instruction civique du meilleur effet.⁵

Voici donc quelques extraits avec compléments explicatifs.

– *Préserver la participation à la démocratie directe.*

C'est sous ce titre que l'objectif de l'initiative et le texte de l'initiative se trouvent expliqués, dans une vue d'ensemble: «La Suisse dispose d'un système politique unique en son genre qui se caractérise par une prise de décision conforme aux principes de la démocratie directe et par une stabilité élevée. Ce système a contribué de manière essentielle à l'important consensus social et au bien-être actuel du pays, raison pour laquelle nous souhaitons le préserver et le protéger. La reprise automatique du droit et la soumission à la juridiction de l'UE prévues par l'accord-cadre remettent désormais en question notre autodétermination dans une très large mesure. Nous nous y opposons. L'initiative fait confiance au peuple et renforce la démocratie. Les traités internationaux de grande portée, par lesquels la Suisse cède à des tiers une partie de sa souveraineté en matière de définition des lois en vigueur, doivent rester soumis au vote des citoyens et des cantons. Seuls ceux qui ont peur de la démocratie ont peur des décisions populaires.»

– *Le peuple doit pouvoir décider librement.* Sous cette entrée, est présenté le nouvel art. 164, al. 3. Le nouvel article ne veut

pas autoriser les reprises de droit en tant que règle générale aux contenus imprévisibles, mais uniquement par rapport à un état de fait étroitement limité et ancré concrètement dans une loi ou un accord: «L'UE veut que la Suisse reprenne tous les actes juridiques de l'UE ayant une incidence sur le marché intérieur, aujourd'hui et à l'avenir. Si nous nous y opposons, par exemple par le biais d'un référendum, nous serons de fait contraints de la reprendre au moyen de paiements compensatoires et de pressions politiques. C'est ce que nous voulons éviter avec notre initiative. Le peuple doit pouvoir décider sans que des mesures compensatoires ne le menacent. C'est pourquoi la reprise de dispositions législatives importantes doit d'abord être soumise au peuple. Par contre, celui qui doit prendre une décision sous la menace de mesures punitives ne peut pas prendre une décision libre».

– *Rester souverain, compétitif et prospère à long terme.*

Il s'agit avant tout du référendum obligatoire (art. 140, al. 1): «[...] L'UE veut que la Suisse s'engage à reprendre son droit. Mais nous ne voulons pas que l'UE fasse nos lois. Nous ne voulons pas être pris en charge pour les erreurs de l'UE. C'est pourquoi il nous est impossible de nous associer en tant que membre de l'UE, ni même de membre passif. Nous le garantirons en figeant dans la Constitution que les Suisses se prononceront toujours, par le biais du référendum obligatoire, pour ou contre les traités internationaux de grand poids».

– *Nous ne sommes pas politiquement et structurellement compatibles avec l'UE.* «Le système politique suisse (démocratie directe, fédéralisme, principe de subsidiarité, concordance) n'est pas compatible avec l'UE organisée de manière hiérarchique. De même, notre système économique et social-libéral et décentralisé se trouve essentiellement opposé à la raison d'être de l'UE. Il en va de même pour les compétences législatives de la Suisse par rapport aux instances centralisées de l'UE. [...]»

– *La place économique suisse ne doit pas être affaiblie.* «Le renforcement durable de la place économique ne peut réussir que si la Suisse continue à l'avenir à mener une politique économique autonome et que le contrôle démocratique d'une régulation économique autonome est préservé. Le libre choix des partenaires commerciaux doit être garanti et la menace d'une relation monopolistique avec l'UE doit être évitée». C'est probablement l'argument qui donnera le plus de fil à retordre au Conseil fédéral et à éco-

suite page 6

Initiative populaire fédérale «Pour la démocratie directe et la compétitivité de notre pays – contre une Suisse membre passive à l'UE (Initiative Boussole)»

mw. Le texte de l'initiative peut sembler, par endroits, un peu compliqué. Ce sera avant tout parce qu'il se compose de plusieurs modifications concernant de différents articles constitutionnels existants qui contiennent en outre les articles destinés aux dispositions transitoires, contraignants sur le plan juridique (voire le commentaire* ci-dessous). Les arguments cités de *Kompass Europa/Boussole* constituent un guide utile sur l'initiative (consulter pour plus de renseignements le site du comité avec feuille de signatures: https://kompass.europa.ch/FR/initiative_boussole/signer).

Le texte de l'initiative Boussole

La Constitution fédérale est modifiée comme suit:
Art. 101, al. 1, 2e et 3e phrases
1 [...] Elle [la Confédération] poursuit une politique économique extérieure autonome qui prend en considération les besoins de la Suisse en tant que place économique intégrée dans le réseau international. Ce faisant, elle respecte les droits démocratiques

du peuple et l'autonomie des cantons.

Art. 140, al. 1, phrase introductive et let. b^{bis}

1 Sont soumis au vote du peuple et des cantons: les traités internationaux qui prévoient la reprise de dispositions importantes fixant des règles de droit;
Art. 164, al. 3

3 La reprise de dispositions importantes fixant des règles de droit doit être prévue expressément dans une loi fédérale ou dans un traité international soumis au référendum obligatoire et restreinte à un domaine étroitement délimité.
Art. 197, ch. 17, Disposition transitoire ad art. 140, al. 1, let. bbis, et 164, al. 3 (Reprise de dispositions importantes fixant des règles de droit):

Les lois fédérales et les traités internationaux en vigueur au moment de l'acceptation par le peuple et les cantons (des art. 101, al. 1, 2e et 3e phrases, 140, al. 1, phrase introductive et let. bbis, et 164, al. 3) qui prévoient la reprise de dispositions importantes fixant des règles de droit ne sont pas soumis aux prin-

cipes régissant une telle reprise. Cette garantie ne s'applique à un accord-cadre institutionnel ou à un accord comparable entre la Suisse et l'Union européenne que s'il a été soumis au référendum obligatoire et accepté par le peuple et les cantons. Le numéro définitif de la présente disposition transitoire sera fixé par la Chancellerie fédérale après le scrutin.*

* *En ce qui concerne la disposition transitoire: La première phrase contient une garantie d'existence pour les lois fédérales et les traités internationaux contenant des dispositions législatives importantes reprises de l'étranger. Cela signifie que ces actes législatifs restent valables, même s'ils n'ont pas été soumis au référendum obligatoire à l'époque. La deuxième phrase contient une clause de rétroactivité: si le Conseil fédéral et le Parlement décident d'un accord avec l'UE et le soumettent uniquement au référendum facultatif, une deuxième votation populaire obligatoire, à la majorité du peuple et des cantons, devra avoir lieu ultérieurement sur cet accord si l'initiative Boussole est acceptée par le souverain. mw.*

Provocation inutile du géant autrichien en énergie, envers Gazprom

L'Autriche sacrifie ses intérêts pour rester dans la mouvance UE

par Hannes Hofbauer*

Le 13 novembre 2024, un tribunal arbitral « régi par les règles de la Chambre de commerce internationale » – comme mentionné sur la page d'accueil d'OMV, le groupe énergétique autrichien dominant – a condamné le géant gazier russe Gazprom à une amende de 230 millions d'euros plus les intérêts. Le même jour, le conseil d'administration d'OMV a annoncé vouloir compenser cette somme par des créances actuellement en suspens. Pour Gazprom, il n'en est pas question, c'est pourquoi dès le 16 novembre, le groupe russe a cessé de livrer du gaz à OMV.

Ce qui, de loin, ressemble à un conflit judiciaire tout à fait normal entre de puissantes multinationales est en fait le fruit d'une provocation préméditée de longue date de la plus grande entreprise autrichienne, partiellement nationalisée, vis-à-vis de la Russie. Par ce biais, Vienne tente de mettre fin à un contrat de livraison et d'achat de gaz naturel russe à l'Autriche, valable jusqu'en 2040, et à un partenariat énergétique de 57 ans entre les deux pays. La plainte d'OMV devant le tribunal arbitral de la Chambre de commerce internationale a été délibérément planifiée et exécutée de manière autodestructrice.

SMV depuis 1945, gaz soviétique depuis 1968

En 1968, l'Autriche a été le premier pays occidental à conclure un contrat de livraison de gaz naturel avec l'Union soviétique. Pour ce faire, on a utilisé la plateforme du gisement de Baumgarten an der March comme plaque tournante. Situé à proximité immédiate de la frontière slovaque, ce site se prêtait particulièrement à l'opération, car cette région produisait déjà du pétrole et du gaz naturel, mais dans des proportions bien moindres.

Depuis Baumgarten, des canalisations ont été construites en 1974 vers l'Italie, en 1980 vers la République fédérale d'Allemagne et en 1996, vers la Hongrie.

Cependant, le partenariat énergétique austro-soviétique date de bien plus longtemps encore. Après 1945, conformément aux accords de Potsdam qui autorisaient la confiscation des biens allemands à des fins de réparation, Moscou a récupéré de petits centres de production d'énergie dans l'est de l'Autriche et les a transformés en un gros consortium: l'Administration soviétique du pétrole (SMV). Après le départ des troupes alliées, l'entreprise passa aux mains de l'industrie nationalisée et devint l'Österreichische Mineralölverwaltung, et de la SMV, devint l'OMV. Cette dernière est encore aujourd'hui partiellement détenue par l'Etat: 31,5 % de la société anonyme sont détenus par l'Etat autrichien et 24,9 % par l'Emirat d'Abu Dhabi.

Début juin 2018, à l'occasion du 50^e anniversaire de ce partenariat énergétique (ex-soviétique)/russe/autrichien, le patron de Gazprom, Alexey Miller, et celui d'OMV, Rainer Seele,

signèrent le prolongement du contrat de fourniture de gaz en vigueur depuis 1968. En présence du Président russe Vladimir Poutine et du Chancelier autrichien Sebastian Kurz, cette cérémonie toute simple de signature avait pris un caractère de fête. Le nouvel accord, qui comprenait également une obligation d'achat, en plus de l'obligation de livraison, était valable jusqu'en 2040, ce qui garantissait aux deux partenaires une planification sécurisée à long terme.

À l'époque déjà, certains milieux européens s'étaient opposés à la prolongation du contrat, car dès 2014, Bruxelles s'était engagée dans une sorte de mini-guerre économique avec la Russie. Les Etats membres de l'UE avaient l'interdiction d'exporter des technologies d'extraction de pétrole et de gaz naturel vers la Russie, même si la matière première en elle-même n'était pas encore concernée par des mesures économiques coercitives.

Avec la grande guerre économique contre la Russie, déclenchée par les Etats-Unis et l'UE après l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe, le contrat gazier austro-russe a également été soumis à des pressions accrues et le premier à en faire les frais a été Rainer Seele, le patron d'OMV.

Ce manager d'origine allemande, connu pour son pragmatisme, s'était toujours opposé aux discours politiques moralisateurs antirusse. En tant que président de la Chambre de commerce extérieur germano-russe, il était favorable à la poursuite des échanges économiques entre l'Est et l'Ouest. Simultanément à l'expiration de son contrat à la tête d'OMV, l'Assemblée générale annuelle du groupe lui a majoritairement présenté sa motion de méfiance en 2022.

Les représentants du gouvernement ainsi que les actionnaires d'Abu Dhabi ont refusé, dans le cadre d'une procédure absolument inhabituelle au niveau international, de donner quitus à leur chef de groupe. Ils se sont ainsi ralliés à la recommandation de l'« Institutional Shareholder Services » – une société de conseil en matière de procuracy (dans ce monde, on aura décidément tout vu).

Les accusations portaient sur le non-respect des règles de conformité, citant par exemple un contrat de sponsoring avec le club de football russe du Zenith de Saint-Petersbourg. Mais ce sont surtout les contrats de livraison avec Gazprom qui étaient dans le collimateur. Après une année d'intenses querelles, l'Assemblée générale suivante de l'OMV a tout de même accordé sa confiance à Rainer Seele, lequel avait déjà démissionné en juin 2023, et lui a donné quitus.

L'Autriche obéit à tout prix au verdict « sortir du gaz russe »

Par la suite, la campagne antirusse s'est déplacée dans les salles d'audience – ou plus exactement vers divers tribunaux d'arbitrage internationaux. En janvier 2023, l'OMV a déposé une plainte contre Gazprom auprès d'un



Washington et Bruxelles. Une désoccidentalisation de l'espace eurasiatique et du Sud mondial en est la conséquence.

Un coup d'œil sur l'Histoire de la politique de sanctions occidentale montre à quel point cet instrument a constamment été utilisé pour défendre des intérêts géopolitiques et économiques. Après la Grande-Bretagne, les Etats-Unis ont pris le leadership dans ce domaine, et l'UE n'a rien à leur envier» (quatrième de couverture du livre).

«Le gel, la confiscation et le vol de biens russes sont devenus des pratiques courantes. Moscou réagit en conséquence. Dans le monde en dehors de la bulle transatlantique, on peut observer une perte de confiance dans les institutions dominées par

tribunal d'arbitrage à Stockholm, car le groupe russe avait réduit et brièvement suspendu ses livraisons de gaz vers l'Allemagne. L'Autriche n'avait pourtant jamais été concernée. Le montant du litige s'éleva à 575 millions d'euros. En avril 2024, Gazprom a réussi à faire annuler cette plainte par le biais d'un tribunal arbitral à Saint-Petersbourg. Selon le groupe russe, les difficultés de livraison étaient liées à la politique de sanctions de l'Union européenne et ne pouvaient par conséquent être imputées à Gazprom.

En effet, fin février 2022, en réaction à l'intervention dans l'Ukraine par l'armée russe, Bruxelles a lancé une série de sanctions contre l'économie russe, notamment le gel de 300 milliards de dollars de réserves en devises étrangères détenues par la Banque centrale russe, ainsi que l'exclusion des banques russes du système SWIFT.

Avant cela, le gouvernement allemand avait déjà bloqué la mise en service du gazoduc Nord Stream-2, pourtant déjà achevé, par des manœuvres bureaucratiques. La Russie, se voyant mise au pied du mur économique, a de son côté annoncé – pour augmenter la pression sur l'Allemagne et l'UE – des difficultés dans le transport du gaz par Nord-Stream-1. Une panne – réelle ou fictive? – de turbine a eu pour conséquence que seuls 60% du volume contractuel prévu en gaz ont pu être livrés à l'Allemagne, ce montant tombant même à 40% par la suite. La réparation de la turbine Siemens ne pouvait être effectuée que sur le site canadien, ce qui a conduit Ottawa, une fois la réparation effectuée, à en refuser l'exportation vers la Russie – les turbines figuraient sur la liste des sanctions canadiennes.

Après que Robert Habeck, le Ministre allemand de l'économie, ait obtenu une autorisation spéciale d'exportation, ce sont les documents

douaniers russes qui se sont fait attendre. C'est ainsi que, pour l'Allemagne, la lutte pour l'énergie russe s'est poursuivie jusqu'au 26 septembre 2022, date à laquelle une unité navale – vraisemblablement américaine – a mis fin au partenariat énergétique germano-russe en faisant exploser trois des quatre gazoducs de Nord Stream.

Le 13 novembre 2024, un tribunal d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale a accordé à l'OMV 230 millions d'euros plus les intérêts à titre de dommages et intérêts pour les pertes subies sur le marché gazier allemand en 2022.

Ce qui mérite d'être souligné, d'une part parce qu'à ce moment-là, la machine des sanctions contre la Russie était lancée à plein régime, ce dont ce tribunal d'arbitrage était bien sûr conscient, mais qu'il a traité ce «cas» comme s'il s'était produit en temps de paix économique.

D'autre part, le marché autrichien n'est en aucun cas affecté par la rupture de l'approvisionnement en Allemagne; et le contrat d'approvisionnement de longue durée, qui court jusqu'en 2040, n'est pas non plus concerné. Il est d'autant plus incompréhensible que la direction de l'OMV ait annoncé dès le lendemain du verdict du tribunal d'arbitrage vouloir compenser ces 230 millions d'euros par de futures livraisons de gaz à l'Autriche. Cette démarche ne devient intelligible que si l'on admet avoir sciemment cherché à torpiller de cette manière le partenariat énergétique austro-russe. Et c'est précisément la raison d'être de la démarche provocatrice de la nouvelle équipe dirigeante de l'OMV et du gouvernement qui la soutient en tant que représentant des actionnaires.

Trois jours plus tard, le 16 novembre 2024, Gazprom a cessé ses livraisons de gaz à l'OMV. Cette dernière disposait alors d'une justification selon laquelle c'était la Russie qui aurait rompu le contrat en vigueur jusqu'en 2040, ce qui était sans doute le but de cette vague de plaintes.

À l'avenir, l'OMV misera sur le gaz naturel liquéfié (GNL) en provenance des Etats-Unis, ce qui va à l'encontre de sa propre philosophie, à savoir une gestion aussi durable qu'économique en termes d'émissions de CO₂. Ce gaz GNL doit être acheminé via les ports italiens, puis traverser les Alpes avant d'être stocké à l'est de Vienne dans le réservoir de Baumgarten.

Il est également question de trouver des intermédiaires pour acheminer du gaz russe – réétiqueté en tant que gaz azerbaïdjanais vers l'Autriche via le gazoduc existant depuis 1968. Actuellement, les stratégies économiques prévoient des augmentations de prix de 20 % pour l'année prochaine, ce dont les politiques et l'OMV prennent note. Selon leurs leaders, la lutte contre la Russie doit bien en valoir la peine. •

* Le dernier ouvrage de Hannes Hofbauer est sorti: *La guerre économique. La politique de sanctions de l'Occident et ses conséquences. L'exemple de la Russie*; Promedia Verlag Wien, 2024, ISBN 978-3-85371-533-8

«Un vent frais...» suite de la page 5

nomiesuisse: Une économie suisse indépendante, basée sur la démocratie directe et le fédéralisme, se porte en réalité mieux qu'une économie intégrée à l'UE.

– Pour l'économie suisse, «le reste du monde» devient de plus en plus important par rapport à l'UE. [...] Ce n'est pas seulement pour l'économie que le «reste du monde» devient de plus en plus important. Notre pays dans son ensemble ferait bien de se souvenir de son Histoire de pays ouvert sur le monde, neutre, lié à tous les peuples, avec quatre cultures linguistiques. Ce qui a permis à la Suisse de prospérer, non pas sur le seul plan économique. Jusqu'à présent, elle a pris sa place dans le monde notamment grâce à sa politique de paix en tant qu'Etat neutre et compétent médiateur, grâce à l'indispensable contribution humanitaire du CICR et aux bons offices. •

¹ «L'Europe au quotidien. 25 ans d'accords bilatéraux: Le point de vue des électeurs suisses» gfs.

Berne. 24 octobre 2024

² «Suisse-UE: le Conseil fédéral dresse un état des lieux». Communiqué du Conseil fédéral du 6 novembre 2024

³ «Tout est différent – Du vin nouveau dans de vieilles outres? Le Conseil fédéral ne parvient pas à relancer les négociations avec Bruxelles»

dans: *Horizons et débats* No 1 du 16 janvier 2024

⁴ Schäfer, Fabian. «Die Schweiz soll 150 Rechtsakte der EU übernehmen – der Bundesrat stellt die Weichen für das Finale der Verhandlungen». dans: *Neue Zürcher Zeitung* du 6.11.2024

⁵ <https://kompasseuropa.ch/fr/initiative-bousole/>

L'autonomie et la capacité d'innovation sont essentielles à l'économie

mw. Ce sont des chiffres impressionnants que la «Handelszeitung» a publiés, il y a quelques semaines, sous le titre «De loin meilleure que l'Allemagne et l'UE. L'industrie suisse les distancie tous». Un graphique basé sur les chiffres de l'agence financière Bloomberg «montre que depuis 2011, la production industrielle suisse a augmenté d'environ 40 pour cent, alors que celle allemande a reculé de 5 pour cent et y est restée, comme cela est le cas plus ou moins dans les autres Etats de l'UE». Et ceci face au «franc suisse qui a augmenté de 25 pour cent par rapport à l'euro durant la même période, ce qui aurait plutôt l'effet de freiner les exportations». Selon le journal, le secret de ce succès réside dans le fait que la production suisse s'exerce par son degré hautement spécialisée et

à forte valeur ajoutée, surtout dans certains secteurs, notamment liés à la pharmacie, la chimie et l'horlogerie.¹

Dans ce contexte, la solidité du franc n'est donc pas un inconvénient, selon un article dans la même perspective publié de la «Neue Zürcher Zeitung», mais «rien d'autre qu'un label de qualité pour la forme de l'économie suisse – même si parfois il génère des nuits blanches aux exportateurs. À l'inverse, il reste à espérer pour l'Allemagne que la longue tradition du Deutsche Mark dur, face à une réalité marquée par l'euro, ne sera pas totalement tombée dans l'oubli collectif»².

Il convient d'ajouter que d'autres facteurs contribuent largement au secret de la réussite de l'économie suisse: une autonomie politique

et économique maximale, une économie innovante et à petite échelle, basée principalement sur les PME (plus de 99% des entreprises) – qui sont également fortes en région campagnarde – et une formation professionnelle duale de grande qualité. Le tout porté par le pouvoir décisionnel de la démocratie directe des citoyens et par une structure fédéraliste marquée par la base.

¹ Knapfer, Gabriel. «Um Längen besser als Deutschland und die EU. Schweizer Industrie hängt alle ab». *Handelszeitung* du 29/09/2424

² Steck, Albert. «Die Abschaffung der D-Mark war ein Fehler». *Neue Zürcher Zeitung* du 12/11/24

Beyrouth-sud: quelle est la valeur de la vie d'un être humain?

par Karin Leukefeld, Bonne et Damas

C'était un vol tranquille. Les hôtesses étaient aimables comme toujours, les passagers perdus dans leurs pensées, endormis ou engagés dans des conversations à voix basse. Seuls deux bébés protestaient à plein volume, lors du décollage tout comme à l'atterrissage, deux moments où la dépressurisation se fait plus forte, voire douloureuse, sur le tympan des petits voyageurs.

Quant au pilote, il était resté pratiquement muet, à part les instructions courantes aux hôtesses avant le départ et l'atterrissage, on ne l'avait pas entendu. L'interminable vol à destination de l'aéroport international de Beyrouth nous avait emmenés depuis la côte méditerranéenne de la Turquie jusqu'à l'île de Chypre. De gigantesques amas de nuages surplombaient l'île, dont la partie nord est occupée par la Turquie depuis 1974. Contrairement aux nuages noirs que les attaques aériennes des drones et des avions de combat israéliens font monter au-dessus du Liban, ces amas de nuages sur Chypre étaient cet après-midi-là colorés du rouge chaleureux du soleil couchant.

C'est seulement peu avant de survoler la côte libanaise que le pilote a dirigé l'avion vers le sud pour mettre le cap sur l'aéroport international Rafik Hariri. Des lumières scintillaient le long de la côte, sur le port de Beyrouth et sur la ville que l'avion a atteint près de Ras Beyrouth.

Les passagers étaient silencieux, tout le monde essayant de capter par le hublot quelques détails de ce pays harassé. L'atterrissage fut à peine perceptible, à l'exception d'un freinage brusque indiquant malgré tout que le pilote ne voulait pas laisser davantage rouler l'avion en direction du sud. Au sud et à l'est de l'aéroport régnait l'obscurité totale. Dakhieh, c'était là – le faubourg de Beyrouth que l'armée israélienne attaque régulièrement depuis fin septembre.

L'objectif premier des raids aériens israéliens au Sud-Liban

Il n'y a eu, depuis cet endroit précis, aucun tir, aucune roquette, aucun obus de mortier tiré sur Israël – et pourtant, la population de ces quartiers est devenue l'objectif numéro un pour Israël. Aujourd'hui, plus d'un million d'êtres humains de Dakhieh et du sud du pays vivent comme des réfugiés dans leur propre pays, au nord et à l'est de Beyrouth, dans les villages de la montagne libanaise ou bien au nord de la ville portuaire de Tripoli. Des milliers d'entre eux ont fui et traversé la frontière syrienne, dont plus de 400 000 réfugiés syriens qui avaient récemment fui la guerre de la Syrie en se ruant vers le Liban. Ces derniers temps, ils reviennent vers leur pays détruit par la guerre pour se mettre à l'abri des attaques israéliennes. Des bombardements israéliens ont détruit deux des trois points de passage officiels entre le Liban et la Syrie. En Syrie, les attaques aériennes israéliennes continuent. Dans le nord-est de la Syrie, l'armée turque bombarde des positions kurdes tandis que dans l'est de la Syrie, le long de la frontière de l'Irak, c'est encore l'aviation



La maison du parti Baas syrien a été touchée par des missiles lancés par un drone israélien. Le troisième étage a été détruit. Mohammad Afif, chef du bureau des médias du Hezbollah, et cinq autres personnes ont été tués. (photos Karin Leukefeld)

américaine qui s'en charge. Les attaques sont justifiées selon divers motifs, selon la situation, soit par la contrebande d'armes du Hezbollah (Israël), par la menace pour la sécurité nationale (Turquie) ou par les attaques des milices iraniennes ou encore par des représailles contre l'État Islamique (USA). Dans ces scénarios morbides, on a fait depuis le début l'impasse sur la sécurité des populations au Liban, en Syrie et en Irak. Lorsque ces populations abandonnées se défendent, en recourant à ce que l'on appelle des «acteurs non-étatiques» – du fait que leurs armées nationales sont trop faibles et mal équipées – elles sont aussitôt traitées d'«organisations terroristes», et exposées aux bombardements et aux tirs de repesailles.

A l'origine, tout cela a commencé avec la répartition territoriale de la région après la première guerre mondiale et la destruction de la Palestine par le projet sioniste colonial du nom d'Israël initié vers la fin du 19^e siècle et dont le caractère brutal s'est aujourd'hui clairement manifesté dans la bande de Gaza. Israël est soutenu par ses grands idoles, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et avant tout par les Etats-Unis, dont le passé colonial figure comme manuel stratégique de la guerre de destruction qui se joue devant les yeux du monde, menaçant les Palestiniens aussi bien que les Libanais.

Un jour à Beyrouth

Le 17 novembre 2024, l'avion a atterri en début de soirée. Avec un passeport allemand, l'accès du territoire du Liban ne pose normalement pas de problème. Mais en temps de guerre, on pose aux voyageurs étrangers des questions sur leur profession, les journalistes devant d'abord se présenter auprès de la Sécurité Générale – le Service secret libanais – pour présenter leurs papiers d'accréditation. Pendant l'attente, des douzaines de soldats casques bleus entrent dans la salle d'attente, et passent - devant l'auteur qui attend dans les files séparées pour le passage des diplomates et le personnel des Nations Unies. Au vu des petits drapeaux cousus sur leurs épaulettes, ce sont des Espagnols.



Kazim Issa, enseignant à la retraite, 80 ans. Il se tient devant sa maison détruite. À côté, la maison détruite du parti Baas syrien à Ras al-Nabeh.

israéliens déchargent leur cargaison mortelle au-dessus de la banlieue de Beyrouth-sud. En raison des attaques massives et meurtrières de la veille sur les quartiers de Mar Elias et Ras al Nabeh, non loin de l'ambassade de France et de l'hôpital français, le ministère de l'Éducation a décrété la fermeture de toutes les écoles de Beyrouth pour deux jours. Ces deux quartiers sont situés à l'intérieur de la circonscription administrative officielle de Beyrouth et les bombardements ont été perpétrés sans aucun avertissement préalable par Israël.

A Mar Elias, l'attaque a détruit le routeur principal permettant d'alimenter en Internet la rue et les routes secondaires impactées, rapporte C., qui a dû fuir avec sa famille un village de la province méridionale de Nabatieh. L'auteur préfère taire son nom. Il avait enfin pu recommencer à bénéficier de l'enseignement en ligne, comme il l'a raconté à l'auteur. Comme il s'agit de sa dernière année scolaire avant le baccalauréat, comparable à la Maturité suisse, ces cours sont d'une importance capitale pour C.. La connexion aux cours en ligne est maintenant coupée et il faudra du temps pour que le service en charge puisse réparer les dégâts.

Premier déplacement de la matinée, l'auteur se rend dans un magasin de photocopies afin de photocopier son passeport avec le visa d'entrée et la lettre de créance du journal pour le Centre de presse du ministère de l'Information. En chemin, le ciel de Beyrouth ouvre les vannes et il pleut si fort que l'achat d'un parapluie (made in China) s'impose. Les réfugiés de l'intérieur, surtout les hommes, assis devant les maisons où ils ont trouvé refuge, s'abritent sous le porche des maisons. Comment les familles qui campent sous des tentes de fortune sur le front de mer ou le long des routes peuvent-elles se protéger? Où dormiront-elles lorsqu'avec l'hiver commencera la saison des pluies?

Munis des indispensables documents officiels, A. et l'auteur se rendent l'après-midi sur les lieux bombardés la veille. A Mar Elias, l'immeuble abritant le magasin d'informatique et l'appartement dans lequel deux personnes ont été tuées par les drones israéliens sont noircis par la suie, comme s'il avait été dévasté par une boule de feu.

Les voitures garées devant le bâtiment sont détruites, la police et l'armée ont bloqué la rue, où les passants s'arrêtent pour constater les dégâts. Tout le monde ici connaît ce magasin d'informatique. On dit que le propriétaire aurait été le frère d'un officiel du Hezbollah. Pour Israël, c'est apparemment une raison suffisante pour détruire ces deux hommes et l'œuvre de leur vie.

La mort – une réalité quotidienne

Trouver le lieu de l'attaque de Ras al Nabeh s'apparente à chercher une aiguille dans une meule de foin. Ce quartier résidentiel, situé à proximité de l'université française Saint Joseph, de l'hôpital français et de l'ambassade de France, se compose d'innombrables rues et ruelles étroites, dans lesquelles des immeubles de 20 étages surplombent de typiques maisons basses, anciennes, à la libanaise. A. trouve enfin la ruelle qui a été bouclée par la police et l'armée devant le bâtiment détruit. La cible de l'attaque était la maison du parti Baas syrien, un bâtiment historique de trois étages aux volets verts. C'est au dernier étage que les missiles israéliens se sont abattus, tirés par un drone qui avait identifié sa cible sans avertissement préalable. Mohammad Afif, chef du bureau des médias du Hezbollah, a été tué en même temps que cinq autres personnes.

Afif était un intrépide journaliste et professionnel des médias qui avait mis ses connaissances et son courage au service du Hezbollah depuis de nombreuses années.

Les journalistes occidentaux ont manifesté leur indignation face à ses conférences de presse publiques tenues au milieu des décombres de Dakhieh. Le bureau des médias du Hezbollah avait également été la cible des attaques israéliennes. Quelques jours seulement avant d'être tué, il y avait tenu une autre conférence de presse en plein air, sachant qu'Israël avait menacé de l'exécuter. Se référant aux menaces israéliennes d'anéantir le Hezbollah, connu au Liban et au-delà sous le

suite page 8

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité.

Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Redaction
Peter Küpfer

Rédaction et administration
Case postale 247, CH-9602 Bazenheid
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs / 108.– euros
ISSN 1662 – 4599

©2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants
uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'ex-
traits courts et de citations avec indication de la source «Horizons
et débats, Bazenheid».

La Ville de Zurich contribue à l'aide humanitaire à Gaza

par Eliane Perret

Selon un communiqué de presse¹ du 14 novembre 2024, la ville de Zurich veut soutenir les organisations humanitaires suisses *Médecins du Monde* et *Terre des Hommes* ainsi que l'*Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient* (UNRWA). Il s'agit de contributions considérables en faveur de la population civile en détresse dans la bande de Gaza. Le texte en est le suivant:

«Le conseil municipal est préoccupé et consterné par l'évolution de la situation humanitaire. Dans le cadre de l'aide humanitaire de la ville de Zurich, le conseil municipal accorde une contribution de 580000 francs pour soutenir la population civile dans la bande de Gaza.»

Les deux organisations humanitaires *Médecins du Monde* et *Terre des Hommes* doivent recevoir chacune 100000 francs, qui serviront à cofinancer des projets de santé sexuelle pour les femmes et les filles², respectivement de soutien psychologique et social pour les enfants. La ville verse une contribution supplémentaire de 380000 francs en faveur de l'UNRWA. Cette organisation humanitaire de l'ONU est indispensable en tant que colonne vertébrale de l'aide humanitaire dans la bande de Gaza. Les structures et la logistique qu'elle a mises en place au cours de longues années sont utilisées par différentes organisations d'aide locales et internationales, et l'organisation jouit de la confiance de la population. Par décision du 13 novembre 2024, le conseil municipal (exécutif) a donné suite à une intervention urgente (postulat) qui avait été transmise au conseil municipal le 10 juillet 2024 par le parlement de la ville de Zurich (conseil municipal) par 58 voix contre 47 (et 5 abstentions). Le postulat avait été déposé le 5 juin 2024 par trois partis de la gauche politique du Parlement – le *PS*, les *Verts* et la *Liste alternative*. Il soulignait le fait qu'une famine dévastatrice s'annonçait dans la bande de Gaza, avec probablement des milliers de victimes civiles, et qu'une évaluation externe avait confirmé la neutralité de l'UNRWA.

Avec cette mesure, la ville de Zurich rejoint l'exécutif du canton de Genève. Au vu de la situation humanitaire dévastatrice et de la nécessité d'apporter une aide immédiate, celui-ci met à disposition pour les années 2024 et



Quelle est la perspective d'avenir de ce garçon, face à la faim, aux bombes et à la mort devenues quotidiennes et à un monde qui l'admet? (photo capture écran)

2025 un crédit spécial de quatre millions de francs aux organisations humanitaires qui apportent une aide d'urgence au Liban et dans les pays voisins. Le montant le plus élevé, un million de francs, est attribué au Comité international de la Croix-Rouge (CICR). L'UNRWA, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Médecins sans frontières (MSF) ainsi que le Centre for Humanitarian Dialogue (HD) reçoivent chacun 500000 francs du canton de Genève.³

L'aide humanitaire en cas de catastrophe est impératif

Les décisions des gouvernements de la ville de Zurich et du canton de Genève contribuent au moins un peu à soulager la terrible situation des habitants de la bande de Gaza, de la Cisjordanie et du Liban – car la catastrophe humanitaire est loin d'être résolue et la conclusion de la paix est loin d'être acquise. Elles sont l'expression d'une responsabilité humaine et d'une indignation face à l'injustice que subissent les habitants de ces régions depuis des années et maintenant tout particulièrement. Le silence octroyé, les fausses informations et les stratégies de propagande qui minimisent les tueries et les meurtres qui s'y déroulent depuis des mois sont insupportables. Les chiffres sont connus et ceux qui le souhaitent

peuvent facilement apprendre combien d'enfants, de femmes, de personnes âgées et de jeunes ont perdu la vie depuis le 7 octobre 2023.

La protection de la population civile n'est-elle pas obligatoire pour tous les Etats belligérants en vertu des *Conventions de Genève* et du droit international humanitaire? Dans la bande de Gaza, en Cisjordanie et au Liban, les troupes israéliennes attaquant les bafouent sciemment et d'une arrogance exécrable – avec des milliers de victimes innocentes continuant de mourir sous les armes, de faim et en raison de l'effondrement des soins médicaux. Mais il est évident qu'ils ne doivent pas recevoir d'aide, car une campagne de calomnie menée depuis des mois vise à refondre l'UNRWA, l'organisation d'aide de l'ONU qui s'occupe depuis des décennies de la population de Gaza. Comment expliquer autrement le fait que son soutien financier soit empêché depuis le début de l'année? Cela après qu'Israël ait affirmé, sans jamais en apporter la preuve, l'implication de douze employés de l'UNRWA dans les attaques du 7 octobre 2023 contre des civils israéliens sollicitant une enquête à l'ONU. Les principaux pays donateurs ont «oublié» leurs obligations humanitaires – dont la Suisse – et ont décidé en janvier 2024 de suspendre immédiatement leurs contributions financières

à l'organisation humanitaire. Et comme si cela ne suffisait pas, même après que le rapport demandé ait disculpé l'UNRWA sur tous les points centraux, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la Suisse (en tant qu'Etat dépositaire du droit international humanitaire et siège du Comité international de la Croix-Rouge!) ont maintenu leur refus. La promesse faite par notre pays (en mai 2024) de verser au moins la moitié du montant promis à l'UNRWA (10 millions) témoigne également d'une indolence incompréhensible face à la souffrance humaine et d'un manque de responsabilité de l'Etat. Comment désigner autrement cette désinvolture envers la souffrance? Le fait que le canton de Genève et la ville de Zurich aient apporté un contrepoint à ce comportement incompréhensible par leurs contributions financières donne pourtant un brin de courage et d'espoir, et il faut espérer que d'autres villes, communes et cantons leur emboîteront le pas, même si – comme le montrent les procès-verbaux des débats du conseil municipal de Zurich – il faut s'habiller chaudement pour ne pas geler à cause des arguments émotionnellement refroidis et de la prise de distance descendante des opposants.⁴

¹ Communiqué de presse du conseil municipal de Zurich

² Le terme «santé sexuelle» est un terme technique de la sexologie qui, selon la définition de l'OMS, comprend à la fois «une approche positive et respectueuse de la sexualité et des relations sexuelles [...] ainsi que la possibilité d'avoir [...] des expériences sexuelles sûres, exemptes de répression, de discrimination et de violence».

³ «Genf spendet Geld an UNRWA und weitere Organisationen im Libanon». *Keystone ATS* du 6.11.2024; <https://www.nau.ch/politik/regional/genf-spendet-geld-an-unrwa-und-weitere-organisationen-im-libanon-66857915>

⁴ Dringliches Postulat. https://www.gemeinderat-zuerich.ch/dokumente/add8750e031243a9b872ecb650b2dd75-332?filename=2024_0266Postulat

Autres sources:

Auszug aus den Protokollen des Gemeinderats der Sitzungen 102 und 103 vom 10. Juli 2024

<https://www.eda.admin.ch/deza/de/home/partnerschaften/multilaterale-organisationen/uno-organisationen/unrwa.html>

https://www.gemeinderat-zuerich.ch/dokumente/1868e6cdfe24fb6991cb0de67cd4120-332?filename=2024_0266ProtokollauszugsubstanziellSitzung102

«Beyrouth-sud: quelle est la valeur ...» suite de la page 7

nom de «résistance», Afif avait déclaré: «La résistance est une nation, et une nation ne meurt jamais.» Sur le site web de la chaîne d'information *Al Manar*, qu'il avait contribué à créer, on pouvait lire en mémoire d'Afif qu'il était «un lion dans le monde des médias», une personnalité exceptionnelle.

«Ce qu'ils font – ce n'est pas juste et ne le sera jamais»

Dans les médias libanais, des articles se sont demandés si quelqu'un qui était une cible aussi manifeste avait le droit de se trouver dans des quartiers résidentiels où elle «mettait tout le monde en danger».

Kazim Issa, un octogénaire, enseignant à la retraite et voisin de la maison détruite, a répondu à une question de l'auteure à ce sujet: «Si un individu est – à tort ou à raison – accusé d'un crime, il est inadmissible d'attaquer n'importe quelle maison, attroupement ou n'importe où dans la vie civile juste pour le tuer.» Dans d'autres pays, on aurait lancé un mandat d'arrêt, procédé à une arrestation et engagé une procédure judiciaire pour établir la culpabilité de cet individu. *Kazim Issa* a grandi dans ce quartier et, enfant, ses parents lui avaient enseigné ce qu'est une cohabitation respectueuse et pacifique. «Là-bas, nous avons une église, là, nous avons une mosquée pour les sunnites, et ici, nous avons une mosquée pour les chiites», décrit l'homme, enveloppant son environnement d'un ample geste. Et d'ajouter qu'il a appris – et enseigné à ses élèves – qu'il existe des règles en matière de comportement en temps de guerre parallèlement à celles de la cohabitation pacifique.

«Supposons que je veuille quelque chose de toi, je ne peux pas me servir comme ça. Je ne peux pas simplement tuer ta famille qui vit là.» Aujourd'hui, ces règles sont apparemment inconnues des riches et des puissants, poursuit l'ensei-

gnant. Ils sont cupides, dit-il, ils volent, ils servent des gens uniquement pour leurs propres intérêts, et leur vie et leur destinée leur sont indifférentes. Ils ignorent la foi et les convictions, seuls les intéressent le pouvoir et l'argent. A la question de savoir si les «riches et les puissants» ont une nationalité, *Kazim Issa* fait signe que non. Non, dit-il, ils n'ont pas de nationalité, pas de religion, pas de valeurs telles que la civilisation humaine les a développées pour vivre ensemble. Il remercie ensuite l'auteure d'être venue de loin pour parler avec lui, un simple Libanais, et écouter ce qu'il a à dire. «C'est bien de ne pas simplement croire ce que les médias racontent.»

Il commence à faire nuit lorsque l'auteure et A. atteignent un camp pour 3000 réfugiés de l'intérieur dans «Downtown», la vieille ville de Beyrouth récemment restaurée. Les gens sont logés dans un immeuble de bureaux de l'ancienne banque *Antra* et bénéficient de soins attentifs. Lors de discussions avec un groupe d'étudiants, une enseignante et le directeur de l'établissement, on évoque de nombreux détails et problèmes qui seront relatés plus tard.

Le soir, l'auteure est à nouveau informée d'une attaque de roquettes israéliennes dans le centre de Beyrouth. L'élève C., qui a trouvé refuge à Mar Elias, raconte. Il revenait de la mosquée lorsque deux roquettes, tirées par un drone, se sont abattues sur un immeuble voisin de *Zokak al-Blat*. «Encore ce bruit horrible, cette terreur.» Et peu de temps après, une autre connaissance raconte: «La cible était le quartier général de l'organisation humanitaire *Al-Zahra*. Dans ce bâtiment, il y avait de la nourriture, des matelas et des couvertures pour les personnes déplacées.»

Le ministère libanais de la Santé fait état de cinq morts et d'au moins 18 blessés parmi les employés de ce centre.

Ce 18 novembre 2024 à Beyrouth s'achève sur l'annonce d'autres attaques de roquettes israéliennes ayant de nouveau frappé le centre. Cette fois-ci, elles ont touché un bâtiment situé non loin du quartier général du

Premier ministre libanais *Najib Mikati*, qui n'assure que temporairement l'intérim jusqu'à l'élection d'un nouveau président. On suppose que Mikati et son équipe se préparaient à une rencontre avec l'envoyé spécial du président américain *Joe Biden*, *Amoz Hochstein*, attendu

à Beyrouth le lendemain, 19 novembre. Il y serait question du cessez-le-feu.¹

Première publication: <https://www.nachdenkenseiten.de/?p=125054> le 21.11.2024

¹ Celui-ci a été entre-temps instauré, de façon très précaire, on s'en doutait. Ndlr

Courrier des lecteurs

Plaidoyer en faveur de la compassion envers tous les êtres humains, notamment envers les personnes âgées et au développement du sens des responsabilités dans nos médias

Dieu merci, le Dr. med. *Raimund Klesse*, psychiatre expérimenté pour personnes âgées domicilié à Coire, Président de la *Société Hippocratique Suisse*, a participé à la table ronde de discussions lors de la récente émission télévisée «Club» sur les ondes de *SRF* consacré au sujet: «assistance au suicide – nouvelle normalité?»

M. Klesse a d'abord rappelé la bonne prévention du suicide pour les plus jeunes, notamment en Suisse. Mais il a également expliqué, de manière professionnelle et avec un engagement humain que, contrairement à l'Allemagne et à l'Autriche, on assistait actuellement, dans notre pays, à une augmentation flagrante des suicides auprès des personnes âgées. Chez nous, on fait face à une véritable «épidémie» de suicides, et ce notamment en raison du suicide assisté! La pratique «libérale» du suicide assisté au pays de la *Mère Helvétie* a dérapé.

On fait souvent référence à «l'effet Werther» (effet d'imitation), ayant provoqué des rapports constants des médias sur les suicides. C'est donc à juste titre que *Raimund Klesse* a demandé, en s'adressant aux médias: «Cet engouement pour le suicide assisté doit cesser!» Comment se fait-il en effet qu'au 21^e siècle, les personnes soient encore à ce point abandonnées en cas de problèmes existentiels? Qu'elles

soient incitées et savamment soutenues à mettre fin à leur vie sur la base de modèles commerciaux douteux? Il serait plus humain de les aider à faire face à leurs problèmes de vie. En tant que peuple privilégié dans ce monde, nous autres suisses sommes avant tout appelés à mieux prendre conscience, de notre esprit, de notre cœur, de notre compassion et de notre sens des responsabilités, à nous engager en faveur de l'aide mutuelle dans le domaine de nos relations humaines!

Le Professeur *Giovanni Maio*, spécialiste de l'éthique médicale, a soulevé la question suivante: «Cela ne nous révolte-t-il pas qu'un homme veuille partir de la sorte?» Personnellement, je ne peux répondre à sa question qu'avec si, cela me bouleverse. Et oui, j'ai honte d'une telle émission publicitaire diffusée à la télévision dans le but évident de populariser le suicide assisté en détaillant sa mise en œuvre technique. Il serait plus judicieux de familiariser les téléspectateurs des possibilités d'aide psychologique qui existent, particulièrement pour des personnes se trouvant dans une situation de détresse morale, n'importe si elles soient jeunes ou âgées.

Elisabeth Frey, lic. phil., psychologue, Hüttikon